la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Pourquoi et comment la Hongrie ouvrière se bat

25e année — N° 412 — Nouvelle Série N° 111

DECEMBRE 1956 — Prix : 100 fr.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 600 fr.
Un an .... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 700 fr.
Un an .... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 412 - Décembre 1956

ENTRE NOUS

Un ami du Noyau s'irrite de nos doléances monotones. Il lui paraît décourageant d'entendre toujours dire « Cela ne va pas ».

Si nous le pensions, nous aurions depuis longtemps laissé la « R.P. » au musée... ou au grenier. Cela va... sans dire, puisque nous continuons. Cela va, grâce à la constance dans l'effort de quelques-uns très rares, dont l'ami en question.

Cela va, grâce à la fidélité de ceux qui n'ont jamais abandonné la « R.P. » et qui nous font le plaisir de rouspéter, lorsque le numéro du mois ne leur parvient pas assez tôt. Certains même s'irritent lorsque l'envoi a été suspendu, après de longs mois de retard dans le payement de l'abonnement. On ne manque pas de leur adresser, lorsqu'on les connaît, des rappels personnels. Mais les vieux ne sont pas toujours là pour sursauter en voyant un nom connu sur une fiche en souffrance. Le jeune — d'un dévouement discret et rare — qui a remplacé Finidori, n'est pas obligé de connaître ce que certains noms évoquent dans notre esprit. Que nos plus fidèles amis tiennent compte des rappels avant de les avoir oubliés. Le renouvellement régulier des abonnements, c'est une des conditions essentielles de notre sécurité matérielle.

Faut-il répéter que celle-ci n'est pas menacée ? Depuis notre réveil en 1947, les feuilles imprimées ont poussé avec l'exubérance d'une forêt équatoriale. Certaines n'ont paru que pour disparaître. La « R.P. » peut redire comme Cyrano : « ne pas monter bien haut... peut-être... mais toute seule ». Et ma foi, depuis près de dix ans, nous n'avons jamais laissé une facture en souffrance.

Cela va... cela irait mieux... si chacun de nos abonnés s'efforçait de faire connaître la « R.P. » et de recruter au moins un ou deux abonnés nouveaux dans l'année. Le succès de notre première brochure est singulièrement significatif. Nous avons envoyé d'office un certain nombre de colis de 20. Jusqu'à présent deux nous sont revenus sur plusieurs centaines. Et beaucoup nous remercient de leur avoir forcé la main.

L'Union des Syndicalistes voudrait en lancer d'autres. La première sur la TRAGEDIE HONGROISE. Mais celle-ci devrait être diffusée par milliers d'exemplaires, et souvent distribuée gratuitement. L'Union ne peut engager la dépense qu'après une souscription préalable.

Cela irait mieux si l'on voulait bien grossir le tout petit groupe des responsables. Nous avons repris l'habitude de nous retrouver le samedi après-midi. A 17 h. 30, sauf accident, on trouvera toujours au moins un copain à la permanence. Peuvent venir ceux qui veulent bavarder un peu... et bosser beaucoup. On accepte même ceux qui bavarderont plus qu'ils ne bosseront, surtout si leurs bavardages contribuent à la préparation du prochain numéro.

Car cela irait bien mieux, si nous pouvions revenir au moins aux 32 pages, ce qui nous permettrait de ne pas laisser au marbre une vivante enquête de Le Bras sur le travail à la chaîne.

Cela irait bien mieux, si nos amis, outre les articles actuels, pensaient sérieusement à quelques monographies solides qu'on utiliserait au cours de toute une année.

Vieux frère qui dans ton coin de province, attends la « R.P. » avec impatience, te félicites de la pleine liberté de ses rédacteurs et voudrais qu'elle fût plus ample et puis efficace... ne dis pas : « Ah ! si tout le monde... ». Dis, comme un personnage de Charles Vildrac : « Tout le monde, ça commence par UN ».

***

Une camarade nous a adressé 5.000 francs pour des Hongrois réfugiés. Initiative qui appelle les observations et les suggestions de tous nos camarades.

POURQUOI ET COMMENT

LA HONGRIE OUVRIÈRE SE BAT

Quand le pouvoir totalitaire éclate, l'appareil d'Etat s'effondre d'un coup. L'illusion de la toute-puissance politique se dissipe et les forces populaires réelles se manifestent au grand jour. Le régime que l'on disait soutenu et plebiscité à chaque élection par la quasi unanimité des citoyens se retrouve sans base aucune. Le parti unique, censé représenter l'ensemble des populations laborieuses, s'écroule en quelques heures. La police « du peuple », perdant toute autorité, est immédiatement pourchassée, traquée et massacrée par ceux qu'elle prétendait défendre.

Ce phénomène, inexplicable et incroyable pour ceux qui sont victimes des propagandes dictatoriales, ne fait que refléter l'exacte situation sociale et exprimer le véritable sentiment des travailleurs, intellectuels, ouvriers et paysans.

La presse dirigée disait que le parti communiste hongrois représentait la classe ouvrière. La radio censurée affirmait que le bonheur s'organisait. Les dirigeants gouvernementaux allaient répétant que le pays marchait vers le socialisme. Et les propagandistes de l'appareil de parti ou d'Etat clamaient l'enthousiasme général. Quant aux compères ou aux intoxiqués des partis « frères », parmi lesquels tant d'intellectuels dont le cerveau fonctionne sans liaison avec les yeux, ils chantaient les louanges d'une démocratie populaire qui suivait les traces de l'Union soviétique, en pleine communion d'âme avec ses précurseurs, amis et protecteurs.

L'énorme mensonge a été crevé par un peuple unanime à rejeter, à vomir une dictature imposée par la force et la terreur.

Pendant huit jours, la révolution hongroise s'est librement exprimée. Bien que battus sur le plan militaire, les organismes ouvriers nés au feu du combat poursuivent leur lutte et sont devenus les seuls « interlocuteurs valables » face au fantôme Kadar et à la réalité de l'Armée rouge. Ce sont eux qui ont droit à la parole.

Naissance des Conseils

Dès le 28 octobre 1956, le président du Conseil, Imre Nagy, reconnaît l'existence d'un pouvoir émanant directement du peuple : « ...le gouvernement adopte les nouvelles formes démocratiques qui ont surgi de l'initiative du peuple, et s'efforcera de les incorporer dans l'administration d'Etat ». (Discours à la radio de Budapest, le 28 octobre 1956, à 17 h. 24.)

Que signifie cette déclaration ? Simplement que le pouvoir central n'a plus d'autorité et que spontanément, les usines, les services, les administrations, les villages, les régions ont créé leurs propres organisations.

De fait, les manifestes et les proclamations émanant de divers points du pays montrent qu'il existe des comités révolutionnaires dans les provinces de Borsod, Baranya, Szatmar, Veszprem, Szabolcs, Szeged ; que des comités dits « nationaux » s'expriment dans les provinces de Vas, Zala, Györ et Sopron ; que d'autres comités fonctionnent dans les villes de Györ, Sopron, Szombathely, Komarom, Sarnar, sans compter ceux des divers districts de Budapest. Le plus important de ces comités semble être celui de Györ dont le contrôle s'étend sur les régions ouest de la Hongrie.

Au soir du 28 octobre, ces divers comités tentent de coordonner leurs efforts en créant un comité national. A l'échelon de la province et du district, la même tendance se manifeste pour l'articulation des organes naturels nés de la carence et de l'impuissance du pouvoir central, comme de la nécessité de répondre aux besoins essentiels de la vie sociale et de la lutte armée. Car partout se forment et agissent des comités ; il y a un comité national pour une jeunesse libre ; un comité révolutionnaire des universités de Budapest ; un comité des jeunes travailleurs de la capitale ; des comités du personnel des ministères, de la magistrature, des artistes de théâtre et du cinéma, des intellectuels, de l'Académie des Sciences.

Les Conseils ouvriers

Le 26 octobre, le premier conseil ouvrier est formé à l'entreprise « Egyesult 12209 ». Ce n'est là que l'indice d'un mouvement général qui se manifeste sur tous les lieux de travail. En effet, le même jour, le Comité central du parti ouvrier hongrois (communiste) approuve l'élection de comités d'entreprise en liaison avec les syndicats, reconnaissant que la vague de fond emporte le parti, cette vague de fond lancée par des membres du parti lui-même. La répercussion est manifeste au sein du mouvement syndical dont le presidium propose, dans une résolution adressée aux ouvriers et aux employés, que les entreprises et les mines soient dirigées par les comités ouvriers.

L'allure de la révolution est influencée par les impératifs de la lutte armée, et l'on voit surgir, en même temps que les conseils ouvriers, des comités militaires, les uns émanant d'ex-policiers ralliés, d'autres de soldats ou de détachements entiers de l'armée, d'autres enfin désignés par des ouvriers ou des jeunes en armes.

Les deux pouvoirs

Le 27 octobre, Radio-Kossuth annonçait, vers midi, qu'une communication de l'Association nationale des syndicats décidait que, dorénavant, les entreprises seraient dirigées par les conseils ouvriers et que, par cette mesure, le contrôle des entreprises par le peuple se trouvait achevé.

Plus tard, ce même jour, Radio-Kossuth annonçait que des informations provenant de toutes les régions du pays signalaient la formation de comités ouvriers d'entreprise. Dans son discours du 28 octobre, à 17 h. 25, Imre Nagy déclarait que le gouvernement approuvait la création de conseils ouvriers.

Il est évident qu'en défendant la création de conseils ouvriers, le gouvernement cherchait à obtenir l'adhésion et le soutien des travailleurs.

Après la deuxième intervention soviétique, les conseils ouvriers n'ont plus donné signe d'activité pendant quelques jours. Le gouvernement Kadar, dans sa déclaration du 4 novembre, avait bien promis que les entreprises seraient dirigées par les travailleurs, mais cette déclaration n'était pas claire en ce qui concernait le sort des conseils ouvriers. Dans sa déclaration du 6 novembre, le Comité central du parti socialiste ouvrier hongrois annonçait l'existence de ces conseils ouvriers, mais ne disait rien de leur activité.

Il semble qu'au cours de sa première semaine d'existence le gouvernement Kadar, incapable de

dissoudre les conseils ouvriers, ait tenté de les repousser à l'arrière-plan en ne leur reconnaissant qu'un rôle consultatif.

Les événements ont montré que les conseils ouvriers ne furent pas satisfaits de ce second rôle et ils démontrèrent par la grève que leur pouvoir s'était considérablement développé.

A partir du 12 novembre, les appels des conseils ouvriers se firent de plus en plus nombreux à la radio. Ils demandaient notamment l'abolition des normes de travail, l'augmentation des salaires et des garanties quant au droit de grève.

Le 12 novembre, l'Association nationale des syndicats hongrois libres publia une proposition concernant l'élection de conseils ouvriers. Cette proposition correspondait à peu près au décret émis le 21 novembre.

Le 13 novembre, le gouvernement Kadar accepta la proposition des syndicats et ordonna que les entreprises élisent, dans les trois semaines qui suivraient la reprise du travail, des conseils ouvriers permanents qui remplaceraient les conseils provisoires. Des éclaircissements apportés par les membres du gouvernement en cette matière demandaient aux travailleurs de ne pas élire des éléments « contre-révolutionnaires » aux conseils.

Mettant à profit l'acceptation gouvernementale, les conseils ouvriers reprirent leurs activités sur l'ensemble du territoire. Le 13 novembre, les conseils ouvriers de Budapest tinrent un meeting à Ujpest et désignèrent un comité central des conseils ouvriers de Budapest, lequel, dès ce moment, joua un rôle dirigeant dans la définition de l'opinion des travailleurs.

Les revendications ouvrières

Le 14 novembre, le Comité central des conseils ouvriers de Budapest présenta une liste de revendications au gouvernement en huit points :

1) Nouvelle désignation de Imre Nagy comme premier ministre ;

2) Les anciens membres des services de sécurité d'Etat seront renvoyés et ne pourront plus faire partie des nouvelles équipes de police. En même temps, garantie sera donnée que la nouvelle police ne sera pas utilisée pour les objectifs du parti ;

3) Libération des combattants de la liberté, y inclus Pal Maleter ;

4) Retrait des troupes soviétiques de Hongrie ;

5) Garantie que la radio et la presse n'exprimeront que des faits véridiques ;

6) Fin du système du parti unique et élections libres aussitôt que possible ;

7) Certaines catégories de travailleurs, notamment ceux des magasins et de l'industrie alimentaire reprendront le travail ;

8) Les travailleurs s'engagent à reprendre le travail si leurs revendications sont acceptées.

Le premier ministre Kadar rencontra la délégation du Comité central des Conseils ouvriers de Budapest le 14 novembre. Suivant un compte rendu de cette conférence publié par le journal « Nepszabadzag », le 15 novembre Kadar acceptait ces demandes avec certaines restrictions, mais son communiqué était rédigé de façon ambiguë et pouvait être interprété de diverses manières. La même ambiguïté se retrouvait dans une mise au point faite par différents ministres. Néanmoins, les conseils ouvriers annonçaient qu'ils reprendraient le travail conditionnellement et qu'en même temps, ils poursuivraient les négociations avec le gouvernement.

En fait, 30 % seulement des travailleurs reprirent le travail et la plupart n'effectuèrent que des réparations. La proportion des mineurs qui reprirent le travail était plus réduite encore : au lieu des 60 à 90.000 tonnes quotidiennes, la production tomba à 5 et 10.000 tonnes.

Il fut décidé notamment, à l'initiative du Comité central des conseils ouvriers de Budapest, d'organiser un meeting le 21 novembre, auquel tous les conseils ouvriers provinciaux étaient invités à participer. Le but de ce meeting était la formation d'un « parlement ouvrier ». Toutefois, les troupes soviétiques empêchèrent ce rassemblement. En réponse, les conseils ouvriers lancèrent un appel à la grève générale de 48 heures dont les travailleurs de l'industrie alimentaire, des transports et de la construction étaient exceptés. Cet appel fut suivi dans tout le pays.

Le même jour, le 21 novembre, après l'interdiction du rassemblement général, les conseils ouvriers envoyèrent une nouvelle délégation au gouvernement pour transmettre à Kadar les cinq revendications des conseils :

1) Le gouvernement reconnait les conseils ouvriers comme le seul corps compétent représentant les intérêts des travailleurs dans les négociations ;

2) Le gouvernement s'engage à reprendre les négociations avec les conseils ouvriers le 24 novembre au plus tard ;

3) Les huit points définis par les conseils ouvriers seront la base des négociations ;

4) Le gouvernement s'engage à informer la presse conformément à la vérité ;

5) Le gouvernement remettra en liberté immédiate tous les prisonniers politiques et fera rentrer les déportés.

Ces revendications furent complétées par l'annonce selon laquelle si le gouvernement n'appliquait pas le premier point, le 22 novembre, la grève reprendrait dans les quarante-huit heures.

On peut supposer qu'un compromis intervint entre le gouvernement et les conseils ouvriers puisque, le matin du 22 novembre, on annonçait que le gouvernement reconnaissait le conseil des ouvriers de Budapest comme l'organe représentatif pour les négociations et acceptait que la radio publie ses communiqués. Dans ces conditions, le conseil appela les travailleurs à reprendre le travail.

En dépit de cette annonce, le gouvernement, ou le commandement soviétique, fit tout ce qu'il put pour rendre la situation plus difficile pour les travailleurs. En plus de la « politique de la faim », de nombreux membres dirigeants des conseils ouvriers, tant de Budapest que de province, furent arrêtés, puis relâchés vingt-quatre heures après, dans le but de freiner l'activité des conseils ouvriers en les intimidant.

La « défense élastique » de Kadar

Sous la pression générale, le presidium publia un décret, le 21 novembre, sur le fonctionnement des conseils ouvriers. Dans le domaine économique, le décret admet que les conseils ouvriers seront appelés « à diriger toutes les activités de l'entreprise ». Ceci correspond à la revendication exprimée depuis plusieurs mois selon laquelle la direction économique centralisée et bureaucratique serait remplacée et que l'indépendance des entreprises serait reconnue. La planification avait été simplifiée et quelques rares indices avaient été conservés sur les cent indices centraux de planification ancienne (24 juin).

Sur ce plan, le décret va assez loin et seul le programme des investissements demeure hors de portée des conseils ouvriers. C'est à l'Etat que revient la décision portant sur le pourcentage des profits que l'entreprise peut conserver et du pourcentage que celle-ci doit remettre à l'Etat.

Même si une plus grande indépendance avait été accordée aux entreprises, cela ne signifie nullement que les travailleurs aient obtenu plus de

pouvoirs. L'entreprise continuait à être dirigée par le fameux triangle d'usine : directeur, secrétaire du parti, président du comité d'usine. De ces trois représentants, un seul relevait des travailleurs (le président du comité d'usine) et en principe seulement. Les deux autres émanaient des autorités : parti et Etat.

Or, les conseils ouvriers demandent que le directeur soit également élu par eux. Ce qui signifie que la vie intérieure des entreprises se trouverait entièrement contrôlée par les conseils ouvriers.

L'enjeu

Les conseils ouvriers révolutionnaires semblent représenter, dans la plupart des centres industriels et des villes autres que Budapest, la seule administration réelle.

Entre le gouvernement Kadar, réduit au seul contrôle de la capitale et disposant d'un petit appareil dont Ferec Muennich dirige le secteur police et armée, d'une part, et les conseils ouvriers d'autre part, la différence de pouvoir est considérable. Seule la présence de l'Armée rouge permet au gouvernement de ne pas être balayé et d'espérer fortifier sa position en comptant sur la faim et la lassitude. Mais l'Armée rouge (dont les effectifs d'infanterie ne semblaient toujours pas, au 30 novembre, avoir occupé le territoire hongrois pour relever ou doubler les unités de chars) ne peut assurer l'administration du pays. C'est pourquoi, sur le plan des activités qui ne sont pas immédiatement essentielles pour l'U.R.S.S. (contrôle des postes stratégiques, des nœuds ferroviaires, des frontières, des principales administrations d'Etat), les comités ouvriers peuvent négocier, avec quelques chances de succès, avec le gouvernement. Mais Kadar s'ingénie à garantir, même sur le papier, les positions « tabous » dont il doit assurer la défense pour le compte des Russes. Conseils ouvriers partout, mais pas dans les chemins de fer ni sur les aérodromes. Gestion ouvrière des usines, bien sûr, mais pas de droit de regard sur les investissements ! Sacrifier l'apparence pour sauver l'essentiel, telle est la tactique de Kadar. Dans des limites étroites, mais permettant cependant la manœuvre, le gouvernement, l'autorité militaire soviétique, les conseils ouvriers poussent, forcent et tâtent.

En certaines régions (districts de Borsod et de Gamor, la « Ruhr hongroise »), de véritables pouvoirs autonomes se sont constitués, protégés par des formations armées groupées dans les zones montagneuses de Matra et de Bukk qui couvrent les approches de Miskolc. D'autres districts industriels et miniers, comme Györ et Somogy, suivent le même chemin.

Localement, les Russes se font aussi discrets que possible pour laisser à Kadar une chance de renouer avec le pays réel.

Voilà ce que l'on peut savoir et qui n'est certainement pas tout, mais qui est assurément autre chose qu'un « retour à Horthy ».

Louis MERCIER.

Sources : presse hongroise, bulletins radiophoniques, témoignages de réfugiés, matériel des correspondants de presse en Hongrie.

ANNEXE I

Extraits du décret du Conseil présidentiel de la République populaire hongroise au sujet des Conseils ouvriers.

ARTICLE PREMIER

1° Les conseils ouvriers devront être élus dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, mines, entreprises agricoles d'Etat, y compris les entreprises industrielles de la M.A.V.

2° Les travailleurs des bureaux, instituts et organisations qui ne fournissent pas un travail productif, et les travailleurs des chemins de fer, postes, transports publics électriques et aériens ne pourront pas désigner de conseils ouvriers.

3° L'application de ce paragraphe ne concerne pas les artisans, les travailleurs à domicile, les agriculteurs et employés d'autres associations qui sont dirigées par des organes élus dans les assemblées générales.

ARTICLE II

Un comité ouvrier définitif ne peut être élu que si les deux tiers des travailleurs au moins sont présents au travail.

ARTICLE III

1° Les membres des conseils ouvriers sont élus par les travailleurs des entreprises, directement et par vote secret, au cours des réunions d'entreprises. Les élections seront préparées par les comités syndicaux des entreprises avec le concours élargi des travailleurs.

2° Aux élections d'entreprise, tout travailleur de l'entreprise a le droit de vote à la réunion, et tout travailleur employé dans l'entreprise depuis au moins un an peut être élu. Le directeur, l'ingénieur en chef et le comptable en chef de l'entreprise ne peuvent être élus aux conseils ouvriers. Cependant, le directeur participe aux réunions des conseils ouvriers et a le droit de participer à la discussion.

ARTICLE IV

Toutes les catégories de travailleurs doivent être représentées aux conseils ouvriers. Les deux tiers des membres du comité ouvrier doivent être désignés par les travailleurs qui participent directement à la production (travailleurs manuels, contremaîtres, techniciens et ingénieurs). Au cours des élections les travailleurs devront voter non pour des listes mais pour des individus. Les travailleurs ont le droit de modifier les listes, c'est-à-dire d'ajouter les personnes proposées par eux-mêmes sur les listes initiales. Au cours du scrutin secret, les travailleurs ont le droit de biffer tout nom de la liste et de le remplacer par un autre. La liste des noms des élus aux conseils ouvriers doit être communiquée aux travailleurs, autant que possible le jour même de l'élection ou au plus tard vingt-quatre heures après l'élection.

ARTICLE V

Vingt-quatre heures après l'élection au plus tard, le conseil ouvrier élu devra se réunir et désignera parmi ses membres un bureau présidentiel de cinq à quinze membres, un président, un vice-président et un secrétaire.

En plus du directeur de l'entreprise, le représentant du comité syndical de l'entreprise, le représentant de l'organisme de contrôle d'Etat et le représentant du syndicat intéressé peuvent participer aux réunions du conseil ouvrier avec droit à participer à la discussion.

ARTICLE VI

Pour la première période, les membres du conseil ouvrier seront élus pour un an. La même personne ne pourra être élue aux fonctions de président plus de deux fois. Pour changer un membre du comité, une majorité des deux tiers des travailleurs sera nécessaire.

ARTICLE VII

Le présidium est l'organe exécutif du conseil ouvrier par lequel il est élu.

ARTICLE VIII

Le conseil ouvrier a pouvoir de décision sur les questions les plus importantes de l'entreprise. Il dirige l'ensemble des activités de l'entreprise. Ainsi :

1° Il assure la continuité du travail productif et la plus grande productivité de l'entreprise.

2° Il surveille les salaires ouvriers et les diverses allocations.

3° Il assure l'accomplissement des obligations envers l'Etat.

4° Il veille à ce que l'entreprise remplisse les obligations prescrites par le contrat collectif dressé en coopération avec le syndicat et accepté par les travailleurs et il aide le directeur à maintenir la discipline du travail.

5° Il décide des plans de l'entreprise et du nombre des travailleurs.

6° Il a pouvoir de décision en ce qui concerne la structure de l'entreprise et le fonctionnement des organes de direction individuels.

7° Dans le cadre des règlements locaux, il détermine les salaires minima et maxima pour les ouvriers et les employés, approuve l'emploi d'ouvriers ou d'employés et enfin décide des formes de paiement de l'entreprise et détermine le domaine de leur application.

8° Il a pouvoir de décision en ce qui concerne l'usage des bénéfices demeurant à l'entreprise, après paiement à l'Etat du pourcentage dont la détermination sera fixée ultérieurement par l'Etat.

En conséquence, il fixe la proportion et l'extension des sommes du profit de l'entreprise qui doivent être virées à la production, aux investissements et aux améliorations sociales et culturelles, de même que celles qui doivent être ristournées aux travailleurs sous forme de répartition des bénéfices.

9° Il fait au gouvernement des propositions concernant le commerce direct ou les contrats d'export-import.

ANNEXE II

Appel du Comité d'organisation provisoire de la Fédération Nationale des Syndicats libres de Hongrie

1) Le Comité d'organisation provisoire constate que l'activité des syndicats hongrois a été paralysée ces dernières années par la politique stalinienne et sectaire, qui a porté préjudice à l'ensemble de la classe ouvrière, les syndicats n'ayant pu intervenir comme défenseurs de l'intérêt des salariés. Le Comité d'organisation provisoire condamne cette lacune, en affirmant sa volonté de faire revivre les anciennes traditions syndicales, afin que le mouvement syndical puisse remplir sa vraie mission, qui est celle de défendre les intérêts des travailleurs.

2) Les syndicats libres de Hongrie sont des organes unitaires, soucieux de sauvegarder les intérêts des ouvriers syndiqués, indépendamment du gouvernement au pouvoir et indépendamment de tout parti politique. Les syndicats libres approuvent les buts et principes énoncés par le nouveau gouvernement national, ces principes étant compatibles avec l'intérêt général des ouvriers.

3) Les syndicats libres de Hongrie sont les bastions du régime démocratique. Ils entendent participer à des élections libres et représenter la classe ouvrière au parlement et dans les différentes instances révolutionnaires, tout en conservant le droit de grève pour étayer leurs revendications.

4) Les syndicats libres de Hongrie se félicitent à l'idée de la constitution d'organes spéciaux par la jeunesse ouvrière. Ils assurent cette dernière de leur appui moral et matériel et entendent lui venir en aide pour la réalisation de ses aspirations matérielles et culturelles.

5) Les syndicats libres approuvent la constitution de conseils d'ouvriers. L'existence de conseils d'ouvriers assure un régime d'autonomie, qui permet, voire qui exige, la suppression des liens bureaucratiques.

6) Notre politique syndicale tend à l'institution de salaires adéquats. Nous condamnons et entendons supprimer le système des normes de production exagérées. Nous revendiquons une élévation des rentes de vieillesse, compte tenu des années de travail. Nous revendiquons la suppression de l'impôt de 4 pour cent infligé aux époux sans enfants. Nous demandons instamment au gouvernement de procéder à une réglementation équitable du régime des allocations familiales. L'institution, par l'Etat, d'un secours de chômage nous paraît, en outre, absolument nécessaire.

7) Nous entendons procéder à une réduction progressive de la durée du travail, particulièrement dans celles des industries où le travail est pénible, insalubre et dangereux. Nous entendons, en outre, améliorer les conditions de travail, en interdisant le travail de nuit pour les femmes et les jeunes gens.

8) Les syndicats libres se proposent de promouvoir la construction d'habitations ouvrières.

9) Les syndicats libres de Hongrie proposent au gouvernement ce qui suit :

a) de s'adresser aux gouvernements d'autres pays pour l'obtention de prêts à long terme, ceci afin de pouvoir réparer les dégâts subis pendant la révolution et pour consolider les bases de notre vie économique. Ils recommandent d'accepter une aide économique de tout pays qui n'entend pas poser des conditions menaçant l'indépendance de la Hongrie ;

b) de demander l'appui des Nations Unies pour maintenir et développer les réalisations démocratiques, dues à la révolution nationale.

10) Le Comité d'organisation nouvellement constitué a fait part de l'intention des syndicats hongrois de quitter la Fédération syndicale mondiale. Il affirme sa volonté d'entretenir des relations avec toutes les organisations syndicales libres internationales, afin de promouvoir la solidarité ouvrière à l'échelon international.

Le Comité d'organisation provisoire
de la Fédération nationale
des syndicats libres de Hongrie.

Au moment de signer le bon à tirer de ce numéro, nous apprenons les derniers événements de Hongrie : la grève générale du 10 décembre, l'appel à la solidarité ouvrière.

Il fallait répondre au moins par une initiative audacieuse : LA GREVE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE : LE BOYCOTTAGE DES PRODUITS RUSSES.

Certes il y aurait eu des résistances, peut-être des bagarres. Raison de plus pour courir le risque. Croit-on par exemple que si dans toutes les capitales occidentales, pendant quelques heures, les transports étaient arrêtés, les écoles fermées, les P.T.T. paralysés, les assassins de Budapest et de Moscou n'auraient rien senti ? C'est bien de dénoncer la carence de l'O.N.U. A condition d'accomplir soi-même tout ce que l'on peut faire. « Si chacun faisait ce qu'il doit, rien de plus — disait **Romain Rolland** — la Fatalité ne serait point. Elle est faite de l'abdication de chacun. »

Le peuple hongrois est debout

Ils pleurent, nos bons intellectuels au cœur sensible ; ils pleurent l'âme tranquille. Leurs articles et leurs discours mortuaires ont déjà enterré les révolutionnaires hongrois. Que les maquis tiennent dans les régions de marais et de montagne, que les Conseils ouvriers luttent pied à pied contre le gouvernement Kadar, porte-voix de l'Armée rouge, leur importe moins que la satisfaction du devoir accompli. Ils ont soutenu les insurgés par des télégrammes et des messages et, pour faire la balance égale, ils ont dénoncé l'impuissance de l'O.N.U., accusé de provocation Radio Free Europe. Ainsi pourront-ils montrer leurs archives aux rédacteurs de l'Histoire : ils sont parés.

Car de la tragédie hongroise il ne resterait rien d'autre que des cris d'horreur, des indignations profondes, des doigts tendus vers les responsables, des yeux brûlés par les larmes et des âmes douloureuses mais satisfaites, si le peuple hongrois ne continuait, seul, sans intellectuels, ni Free Europe, ni O.N.U., à se battre.

***

Que devions-nous, que pouvions-nous faire ? Deux choses essentielles : propager aux quatre coins du monde les faits de Hongrie, répercuter les paroles, les appels et les décisions du peuple hongrois. Mais en même temps, frapper l'ennemi, l'oppresseur, l'assassin du peuple hongrois : le régime post-stalinien russe. D'une part, dire la vérité et faire taire les menteurs. Atteindre l'économie soviétique par un boycott international des produits russes de l'autre.

Au lieu de ces actions possibles, nous n'avons jusqu'à présent que d'interminables et combien discutables interprétations des événements, des conseils *a posteriori* sur la façon de conduire une révolution, et rien, absolument rien sur le plan de la lutte contre la dictature soviétique.

Mais le peuple hongrois est toujours debout, et se bat.

***

Le mot d'ordre du boycot, surgi spontanément de la classe ouvrière, en Hollande comme en Indonésie, repris en principe par les internationales syndicales, a été finalement remisé par les bureaucraties, elles aussi riches de gestes philanthropiques, prolixes en lamentations mais avares d'actions.

Le boycot était-il inefficace, impraticable ? De la fameuse « Commission des Douze », désignée par la C.I.S.L. pour étudier l'application du principe, nul n'a éclairci la question.

Ce que nous savons, c'est que la *Pravda* du 12 avril 1956 annonçait que le commerce global de l'U.R.S.S. avait dépassé vingt-cinq milliards de roubles en 1955, soit près du double du total de 1950.

Ce que nous savons, c'est que pendant les six premiers mois de l'année 1955 *(Vnechniaia Torgovlia*, janvier 1956), la France a acheté pour cent dix-sept millions de roubles de produits et de matières premières à l'Union soviétique (1). Ce que nous savons, c'est que l'Angleterre a importé d'U.R.S.S. pendant la même période, pour deux cent quarante-cinq millions de roubles ; la Belgique pour vingt-deux millions ; les Pays-Bas cinquante millions ; la Grèce dix millions ; l'Italie, quarante millions ; la Norvège trente-et-un millions ; l'Allemagne occidentale vingt-sept millions ; la Suède quarante-et-un millions, etc.

La conférence de l'I.T.F., réunie d'urgence à Londres les 8 et 9 novembre 1956, décidait : « Le mouvement international ouvrier ne peut manquer de donner une expression pratique au soutien du peuple hongrois et à la dénonciation de ses oppresseurs. La conférence appelle la C.I.S.L. à entreprendre le boycot international des marchandises et services russes, et déclare que les sections de dockers et de marins de l'I.T.F. sont prêts à prendre toute leur part de l'action et appelle toutes les autres catégories de travailleurs des transports à jouer, de leur côté, leur rôle respectif. »

Le 15 novembre, les représentants de la C.I.S.L., de l'Organisation régionale européenne et de l'I.T.F. réunis à Hambourg pour examiner les mesures d'aide au peuple de Hongrie, déclaraient : « qu'une action ayant été jugée s'imposer sans délais, ils avaient décidé de constituer un comité de trois représentants de chacune des organisations internationales directement intéressées. »

Le Comité de la C.I.S.L. se réunissait à son tour, à partir du lundi 26 novembre. La décision finale nous parvenait par l'intermédiaire des nouvelles en trois lignes, dans les journaux du 4 décembre : Pas de boycot des produits originaires de l'U.R.S.S.

(Et nous allions oublier la déclaration de Ramadier et son argumentation concernant les envois de pétrole russe en France. Rien de plus logiquement socialiste que de compter sur l'U.R.S.S. pour obtenir ce pétrole que la politique socialiste française voulait protéger contre la menace russe en Proche-Orient !)

Mais les Hongrois continuent à se battre. Et il devient difficile de reporter la responsabilité de ce combat sur l'O.N.U. ou sur Radio Free Europe.

Peut-être les Internationales ouvrières finiront-elles par deviner que les travailleurs hongrois se battent contre l'Armée rouge, qu'ils se battent parce qu'ils ne peuvent plus rien faire d'autre, et qu'ils attendent non des pleurs et des messages, mais des actes de solidarité ouvrière.

***

Laisserons-nous le dégoût nous envahir ? Ce serait trop facile. Il reste qu'en France comme ailleurs, le boycot doit être organisé, conjointement à l'aide aux réfugiés hongrois, travailleurs pour la plupart. Des Comités d'entente entre syndicats libres, F.O., autonomes, C.F.T.C., peuvent être créés là où ils ne se sont pas tout naturellement constitués. Car le peuple hongrois est debout et se bat. Ce sont les peuples libres qui dorment.

L. M.

---

(1) Produits pétroliers, minerai de manganèse, métaux ferreux, produits chimiques et teintures, bois et celluloses, coton, laine, pelleteries, poissons et conserves, etc.

Des Hongrois racontent ...

Nous publions ci-après une lettre que nous venons de recevoir d'une jeune Hongroise réfugiée en France depuis de longues années — qui naturellement s'efforce de recueillir le plus de renseignements sur l'insurrection. — Ce sont de vivants témoignages qu'elle nous rapporte. Cela permet de juger « l'atmosphère de l'insurrection » :

Dimanche matin j'ai rencontré des Hollandais et des Américains.

Un des Hollandais (ouvrier de 40 ans environ) venait d'Utrecht où il a vu et entendu des Hongrois réfugiés.

Il a d'abord conversé avec un cheminot hongrois qui parlait un peu l'allemand. Les chemins de fer hongrois possèdent tous une ligne téléphonique indépendante. Dès que le mouvement s'est produit à Budapest par relais téléphoniques toutes les gares ont été averties.

Il y eut dans la gare, réunion des cheminots : employés des guichets, aiguilleurs, ouvriers des voies, mécaniciens.

Tous ont décidé, après des débats assez longs, d'arrêter tous les trains. D'autant plus, disaient-ils, que certains, toujours remplis de victuailles, étaient dirigés vers les entrepôts soviétiques.

Après 12 jours de grève, ils ont laissé passer deux trains de marchandises pour approvisionner les villes. Ils affirmaient qu'ils laisseraient tout marcher normalement quand les Russes seraient partis : mais bien partis : de l'autre côté de la frontière.

Le 4 novembre, un journaliste hollandais qui revenait de Hongrie, écrivait : « A Györ, il y a un Conseil ouvrier maître de la ville. (C'est une ville où l'industrie métallurgique est très importante). Tous les ouvriers qui assistaient à ces réunions étaient unanimes pour affirmer que tout ce qui avait été acquis pendant ces dix dernières années devait être gardé. En particulier la nationalisation de toutes les entreprises.

D'autre part, la moitié du Conseil était contre Nagy et l'autre moitié pour. Les premiers disaient : « il ne faut pas seulement combattre les Soviets mais aussi Nagy, Geroë, etc., parce que ceux-ci ne représentaient pas les intérêts des ouvriers. »

Ce comité d'ouvriers gouvernerait complètement la ville à ce moment-là.

Les insurgés ne pouvaient combattre que par petites compagnies de 4 à 7 personnes. Ils se battaient tant qu'ils avaient des munitions, et qu'ils pouvaient tenir, sans manger ni dormir. Ensuite, ils allaient dormir dans des caves. Ainsi ils s'organisaient en trois groupes, les uns se battaient, d'autres se reposaient, et d'autres allaient au ravitaillement. Mais pour aller au ravitaillement ils ne pouvaient pas être nombreux ensemble. car il fallait passer les lignes de tanks russes à pieds, avec un sac au dos pour atteindre les fermes ; ils mangeaient chez les fermiers et rapportaient s'ils le pouvaient quelques victuailles pour les autres.

Lorsqu'ils manquaient d'armes ou de munitions, ils en prenaient sur les morts.

Quand je lis *Kaputt* de Malaparte je trouve de tristes analogies avec ces histoires-là .

Le Hollandais a parlé aussi avec un serrurier de Copiou, dont les propos ont été rapportés dans le journal hollandais « Spartacus ». Ce que j'ai retenu c'est que l'insurrection fut précédée de grèves déclenchées un peu partout dans le pays et dans toutes les corporations depuis deux ans, sans aucun lien entre elles. Ils étaient très opprimés par la police secrète du parti.

Mais le serrurier dit aussi que plus de la moitié des policiers ont combattu avec eux. Ils ôtaient leurs uniformes qui ressemblaient assez à ceux de la Gestapo avec leurs grosses bottes cloutées.

A Budapest les femmes fabriquaient des drapeaux hongrois, que des hommes accrochaient derrière les chars russes.

Comme les chars russes se suivaient, le deuxième en se rapprochant, voyant un char ainsi orné, tirait dessus.

On raconte aussi l'histoire des assiettes dont on prétendait que c'était des explosifs.

Les gens les plaçaient en quinconces dans les rues et avenues où elles étaient vite maculées de poussière et de boue.

Au sixième étage des maisons se tenaient des hommes et des femmes porteurs de carabines. Quand le premier tank arrivait, il s'arrêtait prenant ces lignes pour des mines, tirait dessus et détectait, mais rien ne se produisait. Alors exaspérés, au bout d'un quart d'heure, les Russes sortaient des tanks et se découvraient aux Hongrois qui les tuaient à la carabine.

Un ancien juriste, employé du régime, affirma que les Russes fraternisaient par centaines.

Les bourgeois et les commerçants n'ont réagi qu'à la première victoire.

Un jeune Hongrois que nous connaissons était très étonné de voir que dans un journal français on parle de Nagy et de Budapest. Il croyait que c'était un journal « clandestin ».

« Comme ils n'ont pas l'habitude de savoir ce qui se passe autour d'eux dans les autres pays ils n'imaginent pas que l'on puisse s'intéresser à un aussi petit pays que le leur. » — C. P.

L'ENLEVEMENT DE NAGY

Alors que Tito semblait servir la politique moscovite, en condamnant l'orientation du gouvernement Nagy, l'enlèvement de celui-ci et de ses amis par les autorités russes provoque une réaction assez violente du gouvernement yougoslave.

Nulle surprise dans ce nouveau conflit entre Moscou et Belgrade. Le communisme national ne nous apparait pas comme la véritable libération des peuples colonisés. Mais il est pour Moscou un danger très grave lorsqu'il lui fait perdre des positions stratégiques... même si les héritiers de Staline envisageaient un assouplissement des contraintes économiques imposées aux satellites. Bien avant l'enlèvement de Nagy, la polémique avait repris et nul ne sait quelle en sera l'issue.

Que ce gangstérisme soit proprement scandaleux, qu'il y ait violation cynique des obligations diplomatiques et de l'élémentaire droit des gens, nul ne peut le nier. Mais il n'a rien de surprenant. En Hongrie même les Russes avaient déjà déporté les représentants de l'insurrection qu'ils avaient appelés en négociateurs.

Et depuis 1945, on ne compte plus les enlèvements arbitraires opérés dans les pays limitrophes de l'empire stalinien.

Autrefois, des actes beaucoup moins graves provoquaient des protestations violentes, tenaces, de tous les hommes libres. La Ligue des Droits de l'Homme s'engageait. Des comités spéciaux se constituaient.

Aujourd'hui on accorde aux tyrans que leurs infamies sont l'effet normal de leur tyrannie.

Il y aurait déjà pour nous une obligation à laquelle nous devrions nous conformer, avec une totale intransigeance : ne jamais nous associer, quelles que soient les circonstances, dans une protestation si légitime soit-elle, avec des gens capables d'accepter les actes des gangsters de Moscou.

Notes d'Economie et de Politique

NASSER LE REFORMATEUR

Il y a près de quatre-vingts ans, un Egyptien, colonel comme Nasser, et, comme lui, issu de paysans, Arabi bey, voulut réformer son pays. Pour cela, le délivrer des deux sangsues qui le suçaient, la Cour, avec son cortège de pachas et de mercantis, et les usuriers européens qui, par le moyen de la « Dette égyptienne », tenaient à leur merci les finances de l'Etat. Afin d'y parvenir, il fonda le Parti National Egyptien, établit un programme de réformes que Guesde qualifia à l'époque, d' « admirable », obligea par des soulèvements populaires le Farouk d'alors à le prendre comme ministre et à convoquer une assemblée de « notables » chargée de contrôler le budget, c'est-à-dire de mettre les finances égyptiennes à l'abri des requins français et anglais, secondés par leurs complices égyptiens.

C'en était trop ! Paris et Londres décidèrent d'intervenir pour rétablir le pouvoir absolu du khédive afin qu'à son ombre, la finance franco-britannique contnuât de régner.

Heureusement pour la France, Bismarck mit son veto à ce que celle-ci, qui venait de s'emparer de la Tunisie, prit part à la conquête de l'Egypte, le ministère fut donc renversé et la flotte française qui se tenait prête à intervenir dans les eaux égyptiennes dut les quitter.

L'Angleterre eut ainsi à intervenir seule. Le « libéral » Gladstone fit détruire toute une partie d'Alexandrie par les canons de sa flotte, comme le « socialiste » Mollet vient de faire détruire toute une partie de Port-Saïd par les bombes de ses avions, puis les troupes britanniques débarquèrent sans coup férir et commencèrent cette occupation qui vient de prendre fin au début de cette année, cependant qu'Arabi bey était envoyé pourrir à Ceylan jusqu'à la fin de ses jours.

C'est aujourd'hui, exactement la même histoire qui recommence ou qui tente de recommencer, et pour les mêmes motifs.

Nasser est actuellement, comme Arabi alors, l'homme qu'il faut à tout prix abattre, parce que, comme Arabi, Nasser est un réformateur, un réformateur qui s'appuie sur le peuple et réforme pour le peuple, et que toute tentative pour sortir le peuple égyptien de l'abjection physique et morale dans laquelle il a été tenu durant des siècles par la domination ottomane d'abord, par la domination britannique ensuite, met en péril la continuation des privilèges grâce auxquels le capitalisme européen peut tirer du travailleur égyptien davantage de plus-value qu'il ne peut en obtenir du travailleur européen. Hier, c'était autour de la Dette égyptienne que se cristallisait la défense de ces privilèges ; aujourd'hui, c'est autour du canal de Suez. L'objectif général n'en demeure pas moins identique : empêcher toute réforme de l'Egypte.

Nasser a déjà détruit la grande propriété foncière ; toute propriété au-dessus d'une certaine étendue en a eu le surplus morcelé, et des centaines de milliers d'hectares ont été ainsi distribuées aux paysans.

Nasser a nationalisé de grandes industries monopolistiques *possédées par des Egyptiens*, comme les sucreries et distilleries, et soumis à un contrôle de fait toutes les grandes sociétés, égyptiennes ou étrangères, la nationalisation de la Compagnie de Suez, cet Etat dans l'Etat, n'étant que le couronnement d'une politique d'ensemble.

Nasser a lutté contre la pléthore et la corruption bureaucratiques qui étaient le principal vice de l'Etat égyptien en licenciant plusieurs centaines de mille de fonctionnaires inutiles et en faisant chez les autres une guerre impitoyable au bakhchich.

Il ouvre une école primaire par jour.

Tout en réduisant le nombre des étudiants d'universités, candidats bureaucrates.

Il a mis un frein au fanatisme religieux en réduisant à la clandestinité les « Frères musulmans », cette congrégation politico-religieuse dont la puissance, avant lui, était immense ; et il s'apprêtait, au moment de l'agression sioniste, à promulguer une loi qui supprimait la répudiation de la femme par la simple volonté du mari et qui limitait considérablement la polygamie.

Eh bien ! c'est tout cela qu'on ne lui pardonne pas, car faire du peuple égyptien un peuple moderne, ce serait en faire un peuple qui ne soit plus taillable et corvéable à merci ; ce serait tuer la poule aux œufs d'or.

Voilà pourquoi on l'accuse de méfaits imaginaires. Voilà pourquoi Pineau, le radoteur, l'accuse au moins une fois par semaine, de « violations du droit international », sans jamais spécifier, et pour cause, quelles ont été ces violations. Serait-ce la nationalisation du canal de Suez ? Serait-ce le maintien de l'interdiction, prononcée par les régimes précédents, du passage sur le territoire égyptien des navires d'un Etat avec lequel l'Egypte est en état de guerre ? Eh bien ! si ce sont là des violations du droit international, pourquoi n'osez-vous pas le préciser et pourquoi, surtout, ne demandez-vous pas que ces questions soient soumises au tribunal qui a justement été créé pour définir et sanctionner les violations du droit international, le tribunal de la Haye ? Poser la question, c'est y répondre.

Voilà pourquoi, aussi, on fait à Nasser un procès d'intention : on l'accuse de visées impérialistes.

Il est certes, toujours facile de prêter à ses adversaires les intentions que l'on veut. Mais il est moins facile de nier les faits. Or le fait est que Nasser, qui avait une occasion magnifique de faire preuve d'impérialisme en cherchant à annexer à son pays cet immense territoire du Soudan qui était possession égyptienne, totalement ou partiellement, depuis des siècles et même des millénaires, et dans lequel une importante partie de la population, la plus évoluée, réclamait son incorporation à l'Egypte, abandonna, dès qu'il fut au pouvoir, toute prétention sur le Soudan, satisfait seulement de l'avoir arraché complètement à la domination britannique.

Réformateur à l'intérieur, à l'extérieur respectueux du droit international, tout en usant des droits que celui-ci lui reconnaît, respectueux du droit des peuples, même « frères », à disposer d'eux-mêmes, tel est donc Nasser, tel que le montrent, non ses prétendues intentions, mais ses actes.

C'est aussi cette volonté de réforme, caractéristique du régime actuel de l'Egypte, qui explique la présente division politique des pays arabes.

Si l'on excepte les pays de population nomade, c'est-à-dire l'Arabie séoudite, entièrement peuplée de tribus nomades, et la Jordanie peuplée

de nomades sur la plus grande partie de son territoire, les États du Proche-Orient, au point de vue politico-social, se divisent en deux groupes : d'un côté, les plus orientaux, l'Iran (1) et l'Irak, qui sont des pays féodaux, et, de l'autre, les plus occidentaux, la Syrie, le Liban et l'Egypte qui se sont plus ou moins débarrassés de la féodalité et tendent à devenir des pays modernes. Dans ce dernier groupe, le Liban et la Syrie qui, depuis dix ans qu'elle est indépendante, a fait infiniment plus de progrès au point de vue économique et culturel que pendant les vingt années durant lesquelles elle fut sous mandat français, sont, au point de vue purement politique, en avance sur l'Egypte, car ils ont atteint le stade du régime démocratique, tandis que l'Egypte n'en est encore qu'à celui de la dictature révolutionnaire.

De cette division des pays arabes en pays féodaux et pays modernistes, il est résulté deux alliances : une alliance entre les Etats féodaux, d'une part, et une alliance entre les pays modernistes, de l'autre.

Les premiers sont alliés entre eux, mais aussi avec leur puissant protecteur, l'empire britannique, sans l'appui duquel leurs monarques et leurs féodaux dégénérés ne sauraient survivre au sein du pacte de Bagdad ; les seconds sont des adversaires déterminés du pacte de Bagdad (2), parce que le pacte de Bagdad, c'est l'Angleterre, et que l'Angleterre, c'est pour eux, le retour à l'Ancien Régime, au règne des souverains serviles, des pachas corrompus, des grands propriétaires indigènes et des financiers européens ; ils se sont donc simplement alliés entre eux et voudraient bien, sans aucun doute, ne pas avoir à chercher d'appui ailleurs. Ils veulent être *eux*, et, pour cela, il leur faut rester entre eux.

Mais quand on est la proie la plus recherchée du monde capitaliste, il est bien difficile de se défendre à soi seul, surtout lorsque l'on n'en est encore qu'à l'état de pays « sous-développés ». L'agression franco-britannique vient de le démontrer d'une façon péremptoire : d'où leurs flirts, réservés et simultanés, avec Moscou et Washington dans l'espoir de s'assurer l'appui de l'un contre l'autre et vice-versa. Jeu subtil et difficile, pour lequel il faut toute la souplesse de l'Oriental, mais qui, jusqu'ici, semble avoir assez bien réussi ; c'est de sa réussite définitive que dépend, en dernière analyse, pour le moment, la paix du monde, car il est à peu près certain qu'aucun des deux molosses n'accepterait de se laisser totalement évincer de ces territoires dont il est inutile de signaler une fois de plus l'importance, au seul bénéfice de l'autre.

Cependant, les vieux impérialismes, bien que devenus de simples roquets, ne désarment point. La leçon qu'ils viennent de recevoir en Egypte ne leur suffit pas. Le *Foreign Office* s'essaie, au moment où j'écris, de faire jouer à l'Irak le même rôle que celui que, de concert avec Paris, il a fait jouer à Israël. Après avoir exploité l'antagonisme israélo-arabe, Londres voudrait exploiter l'antagonisme féodaux-réformateurs, en lançant l'Irak féodal contre la Syrie moderniste (1), pour avoir à nouveau un prétexte d'intervenir pour rétablir la paix, ce qui leur fournirait le moyen d'empêcher la Jordanie de rejoindre le camp moderniste, et même peut-être de détruire la république syrienne en la faisant annexer par la monarchie iraquienne.

Mais la ficelle est vraiment bien grosse ! Il est peu probable que Eden et Mac Millan osent recommencer le coup du mois dernier. *Bis repetita non placent*, comme on a dû leur apprendre à Oxford !

LE MASSACRE DE PORT-SAID

La capacité de mensonge des gouvernements anglais et français est incommensurable.

Le 13 novembre dernier, Anthony Head, ministre britannique de la Défense, eut l'extraordinaire audace de déclarer devant le Parlement que le cihffre des victimes égyptiennes de Port-Saïd, militaires et civiles, était de 100.

Bien que moins péremptoires et moins officielles, les estimations officieuses françaises sont du même ordre de grandeur : quelques centaines au plus.

Or de tout ce qui est rapporté par les observateurs indépendants, il ressort que le chiffre des victimes du terrible bombardement que subit la ville et des combats qui suivirent, est de cinquante fois plus élevé au moins que celui fourni par Head.

Ce fut d'abord l'un des journalistes de la radio française présent à Port-Saïd lors des combats qui, interviewé à Paris à son débarquement d'avion, déclara dans l'émission du 12 novembre de « Paris vous parle » : « le nombre des tués fut au moins de 5.000 ».

Simultanément, le correspondant du *New-York Herald Tribune* à Port-Saïd câblait à son journal, le 11 novembre : 2.000 cadavres d'Egyptiens ont été transportés à l'hôpital d'Etat de Port-Saïd, un grand nombre d'autres ont été transportés à un autre hôpital, et enfin beaucoup sont encore dans les rues.

Enfin, le *Canard Enchaîné*, qui est le seul journal français qui ne soit pas un simple organe de transmission du bourrage de crânes gouvernemental, publiait, le 21 novembre, les notes d'un reporter, retour de Port-Saïd qui, pour des raisons bien compréhensibles, a cru prudent de garder l'anonymat, et dans lesquelles on lisait notamment ceci :

« Le bombardement a été fait le 6 novembre, vers 17 heures, par des chasseurs bombardiers français au moyen de rockets. En une minute, toute la ville arabe s'est mise à flamber. Combien y a-t-il de cadavres carbonisés sous les décombres ? Ceux qui connaissent le grouillement des quartiers musulmans peuvent l'imaginer. Les Egyptiens annoncent 20.000 civils tués ; c'est sans aucun doute exagéré, mais la moitié paraît vraisemblable. »

Tout cela se trouve confirmé par les vues projetées dans les cinémas aux actualités, et par une photo de l'*Associated Press*, publiée dans le *New-York Herald*, montrant un quartier de Port-

---

(1) Rappelons que l'Iran eut, lui aussi, son réformateur, Mossadegh, et que c'est parce qu'il était réformateur, tout comme Arabi et comme Nasser, que l'Occident s'est tourné contre lui, tout comme la France et l'Angleterre se tournèrent contre Arabi et se tournent contre Nasser, et que comme d'Arabi, mais pas comme de Nasser, l'Occident parvint à avoir sa peau. L'Iran retomba alors dans son croupissement.

(2) Bien que devant très certainement être rangé dans le groupe des Etats modernistes, le Liban a une politique étrangère plus nuancée que celle de ses deux coéquipiers. Cela est dû surtout sans doute au fait que la moitié de la population libanaise est chrétienne (maronite).

(1) Bien plus ! il semble d'après certaines dépêches et certains articles qu'on voudrait lancer même la Turquie contre la Syrie. Alors, dans ce cas, pas de doute : c'est la guerre. Car, pour des raisons qu'il est inutile d'indiquer tellement elles sont évidentes, la Russie ne saurait laisser la Turquie écraser la Syrie, sans l'attaquer, elle, sa voisine, immédiatement. Et alors ?... Si vraiment nos gouvernants jouent ce jeu, c'est qu'ils sont totalement fous, ou bien qu'ils veulent une guerre avec la Russie tout de suite. Mais ce serait alors une guerre entamée dans les pires conditions, avec tous les torts de ce côté-ci.

Saïd totalement en ruines : pas une maison debout ! Ce qui implique la mort de presque tous ses habitants, étant donné que Port-Saïd n'avait pratiquement pas d'abris contre les bombardements.

Les bourreaux de Port-Saïd n'ont rien à envier aux bourreaux de Budapest.

Nous demandions l'autre jour la comparution de M. Mollet en Haute Cour ; c'est, en vérité, devant un tribunal international qu'il doit comparaître, comme *criminel de guerre ;* qui pis est : d'une guerre non déclarée, ce qui en fait aux yeux du droit international, un simple acte de banditisme.

AVEZ-VOUS LA MEMOIRE SI COURTE ?

Notre gouvernement et sa presse font des gorges chaudes de la déroute des troupes égyptiennes dans le Sinaï, des soldats se déchaussant pour s'enfuir plus vite, du grand nombre de prisonniers égyptiens, de la faiblesse des pertes israéliennes, etc. Il est vrai, en effet, que les rockets au napalm lancés à la fois des avions et des tanks israéliens ont fait « merveille ». Devant la perspective d'être brûlés vifs, les plus courageux peuvent avoir peur.

Mais croyez-vous vraiment, Messieurs les Français, que vous pouvez vous gausser de cette déroute, vous qui avez subi deux « débâcles » en moins de trois quarts de siècle ?

Avez-vous déjà oublié juin 40, alors que presque toute votre armée fut faite prisonnière sans coup férir et que ses restes s'enfuyaient de toute la vitesse de leurs jambes, sans se déchausser il est vrai, jusqu'aux Pyrénées ?

Une différence pourtant, et qui n'est pas mince : l'Egypte avait à se battre contre une coalition de trois Puissances dont le nombre d'habitants et la puissance industrielle étaient plus que le décuple des siens, tandis qu'en 40, c'était votre nombre d'habitants à vous et votre capacité industrielle, Français, Britanniques et Polonais, qui excédaient, et largement ceux de l'ennemi qui vous mettait en déroute.

Alors, un peu de pudeur, si vous voulez bien ?

L'Egypte ayant parlé d'expulser quelques milliers de Français, une dizaine de milliers de ressortissants britanniques et une cinquantaine de milliers de Juifs, le gouvernement français et sa presse, se sont élevés violemment contre cette action « inhumaine » et ont crié — encore ! — à la violation du droit international.

Mais oubliez-vous donc, Messieurs, que c'est par dizaines de milliers, qu'il n'y a guère plus de dix ans, aussitôt après que les Américains vous eussent réinstallés en Afrique du Nord, que vous avez expulsé de Tunisie des Italiens et en les renvoyant, bien entendu, sans un sou et après confiscation de tous leurs biens — tout comme c'est le cas pour les expulsés d'Egypte ?

Et ignoreriez-vous que lorsqu'ils se sont emparés de la Palestine, les Sionistes en ont obligé les habitants à s'enfuir par l'incendie de leurs demeures et leur décimation et que 800.000 Arabes palestiniens se trouvent de ce fait, encore aujourd'hui, expulsés, non point d'un pays étranger, mais de leur propre pays, dans lequel les nouveaux maîtres leur interdisent de rentrer ?

Alors, comment avez-vous le front de protester, vous Français contre l'expulsion de vos compatriotes d'un pays contre lequel vous êtes entrés en guerre sans provocation ? Et comment pourriez-vous, vous Juifs, protester contre l'expulsion de vos coreligionnaires par le pays qui eut, rien que pour son compte, à héberger deux cent mille de ceux auxquels vous refusez le droit de revenir dans leur patrie et que vous tuez d'ailleurs présentement encore (1) ?

Ici aussi, un peu de pudeur, si vous voulez bien !

L'avez-vous encore plus courte ?

Vous protestez aussi contre l'enlèvement par les Russes d'Imre Nagy, dont Kadar avait garanti la liberté et la sécurité. Qui ne protesterait contre un tel manquement à l'honneur ?

Mais oubliez-vous qu'en enlevant moins d'un mois auparavant, ben Bella et ses compagnons auxquels le sultan du Maroc avait garanti la liberté et la sécurité, vous vous êtes rendus coupables, les premiers, d'une semblable saloperie ?

Sera-ce donc toujours vous qui aurez à donner aux successeurs des Mongols l'exemple des pires crimes : de la forfaiture, comme de l'agression ?

Constatations

Les événements dramatiques que nous venons de vivre eurent l'avantage, comme tous les événements dramatiques, de mettre en pleine lumière certains phénomènes qui, jusque-là, se tenaient plus ou moins dans la pénombre. Signalons-en quelques-uns en raccourci.

DEUX CAMPS ET SEULEMENT DEUX

Je ne sais s'il y a encore des gens qui croient à la « troisième force » ; en tous cas, ils doivent être bien déçus.

Le désir d'avoir une politique indépendante, c'est-à-dire indépendante du Département d'Etat, a certainement été l'un des motifs qui ont poussé Eden et, surtout, le vaniteux et vantard Pineau à entreprendre leur folle et criminelle équipée.

On en voit le résultat. Non seulement nos compères ont été incapables de mener à bien leur entreprise, non seulement ils ont dû l'arrêter à la première sommation de Moscou, mais les voilà maintenant obligés de se présenter à Washington la corde au cou et le chapeau à la main pour prier qu'on veuille bien cesser de leur faire la tête, qu'on accepte de les recevoir, et surtout qu'on leur fasse l'aumône d'un peu de pétrole ! C'est dire que, plus que jamais, sur tous les terrains et en tous lieux du monde, Washington décidera, et que Paris et Londres n'auront qu'à suivre.

Car il y a deux camps et deux camps seulement, celui de l'Amérique et celui de la Russie. Le sort du monde dans tous les domaines, y compris le sort même de la classe ouvrière dépend de cette question : sera-ce l'Amérique, ou sera-ce la Russie, sera-ce le capitalisme privé ou sera-ce le capitalisme d'Etat qui vaincra ? Tout est fonction de cela, il est donc naturel que tous se groupent en fonction de cela.

Même les travailleurs. Déjà, la division du mouvement syndical entre deux grandes centrales, l'une inféodée à Moscou, l'autre liée à Washington, le montrait nettement ; les événements de Budapest l'ont démontré d'une manière bien plus éclatante encore : les ouvriers hongrois ne pouvaient se libérer, en tant que classe, qu'en se battant contre Moscou, et ils n'auraient évité la défaite qu'avec le secours de Washington.

Les pays ou les groupements qui se prétendent encore neutres sont simplement ceux qui n'ont pas encore décidé auquel des deux camps ils se rallieront.

C'est dommage, mais c'est ainsi !

---

(1) 48 réfugiés palestiniens d'un camp de Gaza ont été tués le 11 novembre par des soldats israéliens, ainsi que dut l'avouer ben Gourion à la tribune du Parlement.

Guerre civile ou guerre étrangère ?

Nous avons souvent insisté sur ce fait qu'il y a guerres et guerres. Qu'il y a des guerres purement impérialistes, comme celle qui vient de prendre fin : il s'y agit simplement de s'emparer de territoires qui ne vous appartiennent pas ; c'est du pur brigandage, sans aucun intérêt du point de vue social.

Et puis, il y a des guerres de l'issue desquelles dépend, non point seulement l'extension d'un Etat ou la diminution d'un autre, mais aussi le sort même des populations de ces Etats et la structure sociale que ceux-ci devront prendre.

Autrement dit, il y a des guerres étrangères qui sont, autant que des guerres étrangères, des révolutions, puisque ce qui y est en cause n'est autre que le régime politique et social lui-même.

Les événements de Hongrie apportent à cette thèse une éclatante confirmation. Car comment veut-on y distinguer ce qui y est national de ce qui y est social ? Ce sont des Hongrois qui se battent contre des Russes. Donc guerre étrangère. Mais si ces Hongrois se battent contre les Russes, c'est parce qu'ils ne veulent point du régime politico-social que les Russes leur imposent. Donc guerre sociale.

Guerre étrangère, guerre sociale, les deux guerres en Hongrie sont inséparables, et elles le seront sans doute autant ailleurs, dans les événements d'amplitude encore plus grande que nous sommes amenés à vivre.

L'héroïsme des uns et la peur des autres

L'héroïsme des Hongrois — qui le nierait ? — a été extraordinaire ; il semble avoir dépassé les possibilités mêmes de l'homme. C'est le premier enseignement de la Commune de Budapest.

Mais celle-ci a comporté un second enseignement non moins manifeste : elle a mis à nu la peur des autres, la peur des Occidentaux.

Quoi que l'on se raconte pour s'excuser, il n'était qu'un seul moyen d'aider ces héros, c'était de leur envoyer des armes et des hommes.

Or personne n'a même seulement osé y songer, car, instinctivement, par peur, chacun a reculé devant le risque.

Cela rappelle étrangement la situation de 1937, lorsque le peuple espagnol, peuple héroïque lui aussi, eut à combattre ses propres totalitaires, son Rakosi ou son Geroë, qui s'appelaient alors Franco, et que, par peur d'Hitler, Blum et son gouvernement de front populaire, fermèrent la frontière des Pyrénées, interdisant tout passage d'hommes, d'armes et de munitions vers l'Espagne républicaine, cependant qu'Hitler et Mussolini expédiaient, eux, canons, avions et corps expéditionnaires aux assassins de la liberté.

Aujourd'hui aussi, notre « grand cœur » déborde à l'égard du peuple hongrois, comme celui de Blum à l'égard du peuple espagnol, de sympathie, d'admiration, de solidarité, etc., mais, par peur de Moscou, nous laissons les tanks russes être les seuls dans les rues de Budapest.

On sait quelles ont été pour la France, et à bref délai, les conséquences de la peur qu'elle a ressentie en 37-38 et de sa politique de « non-intervention » ; puisse la peur que l'Occident vient de montrer et sa non-intervention en Hongrie, ne point comporter pour lui, un jour prochain, les mêmes conséquences !

Barricades et cocktails

Voici longtemps, au moins une cinquantaine d'années, qu'il a été reconnu par tous les révolutionnaires, comme une évidence qu'on ne discute pas, que le temps des barricades était passé. Dans les années 1900, alors que le souvenir de la Commune n'était pas encore mort, c'était ce que chacun croyait devoir proclamer bien haut, et les quelques anciens communards qui vivaient encore étaient les premiers à le faire. Avec les armes à tir rapide, et surtout à cause des grandes percées faites dans le vieux Paris (le plan Haussman), il n'y avait plus place, disait-on, pour l'insurgé.

Les journées de Budapest obligent à réviser cette affirmation. A deux reprises les insurgés de Budapest ont pu maintenir le combat durant des journées entières. Au total, ça fait plus que les Trois Glorieuses ou que les Journées de février, à peu près autant que la Semaine Sanglante.

Et ils ont tenu contre la plus puissante armée du monde ; ils ont tenu, non seulement contre des Lebel, des mitrailleuses, des canons de 75, mais contre l'arme qui apparaît pour l'homme à pied, comme la plus terrible : le tank.

Or cela a été possible parce que, précisément, les tanks se sont révélés tout particulièrement vulnérables aux coups des insurgés. L'un des journalistes qui vécurent les journées de Budapest raconta à la radio, à son retour, qu'une centaine de tanks russes furent détruits au moyen du fameux « cocktail Molotov » (bouteilles d'essence qu'on enflamme), lancées la plupart du temps par des enfants, si bien qu'à la fin les Russes n'osaient plus faire sortir un tank qu'escorté à droite et à gauche par une colonne de fantassins.

Certes, malgré les cocktails, l'insurrection a été vaincue, mais il faut songer qu'elle avait devant elle l'armée d'un empire de 200 millions d'hommes. Une insurrection qui n'aurait eu affaire qu'avec les forces armées de son propre Etat aurait pu, sans doute, au contraire, vaincre aussi facilement qu'en 1830 ou en 1848, à condition, bien entendu, que les conditions nécessaires à toute révolution eussent été remplies (adhésion d'une grande partie de la population, sympathies dans l'armée, héroïsme des combattants, etc.).

En tous cas, le tank, désormais, n'est plus un épouvantail :

> Devant toi, misère sauvage,
> Devant toi, pesant esclavage,
> L'insurgé
> Se dresse, le cocktail chargé. (1)

RAISONS D'ESPERER... ET DE DESEPERER

J'ai vu récemment dans je ne sais plus quel journal une photo de Trafalgar Square le jour de la manifestation contre l'agression britannique en Egypte. La place était noire de monde, de gens qui acclamaient les orateurs et huaient Eden.

Cela m'a remémoré un autre meeting de Trafalgar Square, tenu il y a un peu plus d'un demi-siècle, auquel j'assistais. C'était en août 1899 exactement ; la guerre du Transvaal commençait. Agression aussi typiquement impérialiste que l'actuelle agression contre l'Egypte, faisant preuve du même cynisme et de la même lâcheté : on s'attaquait à un peuple peu nombreux et faible auquel on n'avait rien à reprocher, si ce n'est qu'il détenait des richesses (l'or remplaçant ici le canal) dont on voulait s'emparer. Deux guerres ont rarement été aussi comparables.

Eh bien ! les groupements socialistes britanniques d'alors, notamment la Social-Democratic Fe-

(1) Pour les jeunes militants, qui n'ont été accoutumés à entendre dans les réunions que « la Marseillaise », signalons que ces vers sont le refrain de « l'Insurgé » de Pottier, où « le froid » a été remplacé par « le cocktail ».

deration (le Labour Party n'existait pas encore), avaient convoqué un meeting à Trafalgar Square, un dimanche, pour protester contre la guerre.

Or ce jour-là, comme l'autre jour, il y avait beaucoup de monde à Trafalgar Square, mais c'étaient uniquement des *contre-manifestants*. Des contre-manifestants qui injuriaient les organisateurs du meeting, debout sur le socle de la statue de Nelson, leur lançaient des projectiles, etc., si bien que ceux-ci durent bientôt descendre sans avoir pu placer un mot. J'eus beau faire le tour de la place, je ne trouvais pas le moindre groupe qui soit contre la guerre du Transvaal, ou, du moins, qui osât le faire paraître.

Les temps sont donc changés. En 99, un peuple unanime à quelques unités près (socialistes et quaters), en faveur du brigandage impérialiste ; en 56, la moitié, au moins, des Anglais se dressant contre le brigandage.

Motif d'espoir.

Par contre, en 1899 il n'y avait pas dans le monde entier un seul socialiste qui ne se dressât contre tous les brigandages impérialistes, qu'ils fussent le fait de son pays ou d'un autre, tandis que, maintenant, c'est, en France, un gouvernement socialiste, soutenu par la presque unanimité de son parti, qui non seulement approuve le brigandage, mais en a l'initiative, et il se trouve deux autres gouvernements socialistes, ceux de Belgique et de Hollande, pour, sinon l'approuver explicitement, du moins ne pas le désapprouver, parce que les pays qu'ils dirigent sont, eux aussi, des pays à colonies !

Motif pour désespérer !

Ou bien faut-il simplement conclure de ces deux faits que, depuis cinquante ans, le peuple anglais à progressé, tandis que le peuple français et ses voisins, ont, eux, effroyablement régressé ?

POURQUOI DIABLE ! NE PAS ACCEPTER ?

Le 22 novembre, devant l'assemblée générale des Nations Unies, Shepilov, ministre des Affaires étrangères de Russie, fit la déclaration solennelle suivante :

Nous disons aux chefs des Puissances occidentales : aussitôt que vous aurez retiré vos troupes de l'Allemagne occidentale, aussitôt que vous aurez liquidé vos bases militaires, aériennes et navales en territoires étrangers, nous retirerons aussi nos troupes des pays où elles sont stationnées en vertu du traité de Varsovie.

La proposition est catégorique. Pour une fois elle est nette et claire. Elle n'est susceptible d'aucune double interprétation.

Alors on se demande comment les délégués des Puissances occidentales n'ont pas sauté dessus ! Comment ils n'ont pas pris Shepilov au mot !

En acceptant sa proposition, ils délivraient immédiatement Hongrie, Pologne, Roumanie, et sans doute Allemagne de l'Est, de l'occupation russe ; ils redonnaient à l'Europe entière son indépendance. Et ils ne l'ont pas fait !

Pourtant, les avantages militaires qui résultent pour l'O.T.A.N. de l'existence de bases étrangères, sont ridiculement faibles à côté des avantages politiques et militaires qu'auraient donné la libération de l'Europe centrale et orientale.

Ce ne sont pas, en effet, les quelques divisions américaines et anglaises stationnées en Allemagne qui peuvent être considérées comme un obstacle sérieux à une marche en avant des innombrables bataillons russes, d'autant que la nouvelle armée allemande va bientôt fournir des effectifs à peu près équivalents à ceux qui auraient été retirés, et d'autant surtout que les armées polonaise et hongroise constitueraient une profonde couverture pour les armées de l'Elbe et du Rhin. Quant aux bases aériennes et autres, il était facile d'y substituer aux soldats américains les soldats des pays dans lesquels elles sont constituées (1), tout en y laissant le matériel américain (avions, bombes, etc.).

Le silence par lequel on a répondu à la proposition russe est donc incompréhensible !

On a beau chercher, on ne voit comme seule explication que celle-ci : l'Occident, et tout particulièrement l'Amérique, ne veulent point de la libération des pays d'au delà le rideau de fer.

Pour quelles raisons ?

R. LOUZON.

P.S. — Il semble, au moment de mettre sous presse, que la petite intrigue que Paris et Londres étaient en train de mener en Irak et en Turquie, dont il est question ci-dessus, ait fait long feu. Il a suffi que Washington déclare publiquement que l'Amérique qustion ci-dessus, ait fait long feu. Il a suffi que empêcherait toute agression contre un Etat du Proche-Orient, quel qu'il soit et d'où qu'elle vienne — ce qui visait évidemment les agressions contre la Syrie — pour que tout rentre dans l'ordre — au moins momentanément.

---

(1) Une perte sèche serait celle seulement des bases situées en des pays incapables de s'en servir, tels que la Libye, l'Arabie Séoudite, l'Islande, etc. Mais il serait si facile de les réoccuper en quelques heures de vol !

> « Suppression de l'autorité du gouvernement du Caire sur la région de l'isthme », tel est le programme de la finance française... Comme brigandage, on ne saurait rêver mieux.
>
> Jules GUESDE (4 août 1882).

UNION DES SYNDICALISTES

ASSEMBLEE GENERALE

JEUDI 20 DECEMBRE 1956

à 18 h. 45

ORDRE DU JOUR

1. **Premier bilan (activité des cercles ; première brochure : diffusion et situation financière).**
2. **Questions d'organisation.**
3. **Plan de travail immédiat.**
4. **Questions diverses (à la disposition des assistants).**

Nous comptons sur la présence, non seulement de ceux que nous avions rencontrés déjà à la fin de septembre, mais sur de nouveaux camarades qu'intéresse notre effort de groupement et de travail en commun.

Nous espérons y voir de nombreux ébénistes du Faubourg, parmi ceux qui nous ont déjà rejoints ; nous espérons de plus nombreux métallurgistes. Surtout, nous pensons que — après les tragiques événements du monde ouvrier de l'Est européen et les dures leçons qu'ils comportent — des camarades de la C.G.T., plus nombreux, viendront travailler avec nous.

Que chacun de nos camarades s'y emploie !

Pour le Comité provisoire de l'Union
des syndicalistes : **R. Guilloré.**

SAMEDI 22 DECEMBRE 1956

à 15 heures

SALLE DES SOCIETES SAVANTES

PAUL BARTON

ancien secrétaire de la C.G.T. tchécoslovaque
parlera de
« La Résistance ouvrière, ses forces et ses moyens, dans les pays du glacis soviétique ».

PROUDHON ET LA CHARTE D'AMIENS

J'avais reçu de Th. Ruyssen, de Grenoble, une lettre à la suite de l'envoi de notre brochure. Je l'avais communiquée à Monatte qui me répondit le 21-11-56.

Th. Ruyssen, à qui j'avais adressé sur le rôle des techniciens et sur l'oubli de Proudhon des observations familières à nos lecteurs, m'écrivit à nouveau le 1er-12-56.

Je crois utile de publier les deux lettres de Ruyssen et celle de Monatte. Elles ont l'avantage de poser des questions dont l'actualité nous empêche de débattre sérieusement. Il n'est pas mauvais que deux anciens — également respectables — nous obligent à de salutaires méditations. — R. H.

Grenoble, 2 novembre 56.

Vous m'avez fait grand plaisir en m'envoyant le souvenir de la Charte d'Amiens. Il est toujours bon de rappeler de telles affirmations.

Ce n'est pas à dire que ce vénérable texte ne date pas de plus d'une manière ; il porte la marque du temps, il a vieilli, comme moi, comme nous tous. Je ne pense pas qu'on le maintiendrait tel quel s'il était remis aujourd'hui en discussion. Le capitalisme, lui aussi, a évolué, notamment en Suède et aux Etats-Unis. Et surtout la classe ouvrière ne peut plus, de nos jours, se carrer dans son « splendide isolement » ; elle doit tenir compte de cette réalité de nos jours, la technique, sinon la technocratie. Sans techniciens qualifiés, presque tous issus hors de ses rangs, la classe travailleuse ne peut prétendre à prendre en mains la gestion de l'économie et je ne vois pas d'autre issue à la situation actuelle que dans le rapprochement du travail et de la technique. Gagner les techniciens au socialisme et au syndicalisme, c'est peut-être une tâche plus efficace et moins épuisante que les querelles internes du monde ouvrier.

J'ai lu avec mélancolie l'article désabusé de P. Monatte. J'y ai trouvé avec intérêt les noms de militants que j'ai connus : Niel, Jouhaux et surtout l'excellent Keufer.

Puisque j'ai cette occasion de vous écrire, je voudrais vous poser une question.

Depuis quelques années, je m'occupe beaucoup de Proudhon ; j'ai préfacé et annoté deux volumes de la réédition de ses œuvres chez Marcel Rivière et il va paraître bientôt, dans la même collection, un volume sur la « Pensée religieuse de Proudhon », rédigé par moi, contenant beaucoup de textes oubliés ou même inédits.

Or, il m'intéresserait de savoir si le nom de Proudhon a encore quelque crédit dans le monde ouvrier ; ou est-il totalement oublié ? Ce serait grand dommgae !

Dans l'espoir d'une prochaine réponse, je vous assure, mon cher Hagnauer, de mon cordial dévouement.

Th. RUYSSEN.

***

Mercredi 21-11-56.

Les remarques que te fait Ruyssen méritent réflexion et discussion.

Evidemment, les techniciens ne peuvent être laissés de côté et ignorés. Il faut se souvenir que leur mouvement à ses débuts a été impulsé par des techniciens animés d'esprit syndicaliste. Rappelle-toi l'U.S.T.I.C.A., puis la Fédération des techniciens ; mais tandis que les techniciens syndicalistes étaient les premiers à dénoncer le danger de la technocratie, il faut bien constater que cadres et techniciens s'éloignaient de la classe ouvrière, de ses préoccupations et de ses espérances pour former une couche adverse.

Ruyssen a tort, il me semble, quand il dit que les techniciens sont issus principalement, sinon exclusivement, de la classe bourgeoise. Beaucoup viennent des rangs ouvriers. C'est d'ailleurs l'un des écrémages dont souffrent nos milieux syndicaux.

Quant à Proudhon, il subit une éclipse dans les milieux ouvriers comme dans les milieux intellectuels. Jadis, les anarchistes, au moins les meilleurs d'entre nous, le lisaient encore. Plus tard, des revues comme Pages libres *avaient amené les syndicalistes à lire* la Capacité politique des classes ouvrières. *Mais aujourd'hui le contre-coup de la faillite du socialiste étatique à la mode russe devrait ramener à Proudhon.*

Demande donc à Ruyssen comment il se fait que la réédition chez Rivière traîne si lamentablement.

Cette réédition commencée avant 1914 est comme abandonnée, alors qu'elle devait être suivie d'un rassemblement de la correspondance, de lecture plus facile et peut-être plus profitable.

Je vais attendre avec impatience le volume qu'il annonce sur la Pensée religieuse *de P. Je ne serai pas seul sans doute.*

Bonne poignée de mains.

MONATTE.

***

Grenoble, 1er-12-56.

J'aurais voulu répondre plus tôt à votre lettre du 19-11 que j'ai lue avec intérêt et profit ; elle m'explique très bien vos intentions qui ont toute ma sympathie. De toute manière, vous avez bien fait de remettre à jour ce texte historique qui n'a pas perdu son actualité.

Je suis heureux de voir que vous n'excluez pas la collaboration des ouvriers et des techniciens. Je reconnais d'ailleurs avec vous que ceux-ci subissent trop souvent et passivement l'attraction des capitalistes auxquels ils sont liés par une communauté évidente d'intérêts, et aussi, chose très importante à mon avis, de culture ; celle-ci crée entre les classes des barrières morales difficiles à franchir. Cependant je connais quelques ingénieurs encore jeunes qui sont aussi convaincus que vous et moi de la néfaste emprise du capitalisme et ne répugneraient nullement à une entente avec les travailleurs manuels. Je crois qu'il y aurait beaucoup à faire dans le sens de ce rapprochement.

Je m'attendais à votre réponse au sujet de Proudhon et pensais bien que son nom est à peu près oublié aujourd'hui dans les milieux syndicalistes. De ces deux prophètes, Proudhon et Marx, le second est de beaucoup le plus clairvoyant. Proudhon n'a aucun sens de la solidarité internationale du monde du travail ; bien loin de préconiser le dépassement de l'idée de nation, il envisageait une dislocation des grands Etats et le repliement sur de petites ou moyennes communautés dans lesquelles l'individu serait moins écrasé ; et, par-dessus, une vague « fédération » qu'il n'a jamais bien définie.

La collection des œuvres de Proudhon, publiée à la librairie Marcel Rivière, 31, rue Jacob, à Paris-6e, comprend 17 forts volumes. Deux volumes auxquels j'ai contribué, vont paraître très prochainement : 1) le Principe fédératif ; 2) la Pensée religieuse de Proudhon. J'ai collaboré au premier, le second est tout entier de ma main.

A vous bien cordialement.

RUYSSEN.

A PROPOS DE
« L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS »

Si nos amis peuvent être satisfaits de la diffusion de notre brochure, ils peuvent être mécontents des conditions matérielles de cette diffusion. Qu'ils nous excusent ! Notre administration dépend de la bonne volonté de quelques camarades. Tout faire en dehors de son propre travail, cela n'est pas le moyen de faire vite, encore moins de faire bien.

Nous prions instamment nos correspondants d'indiquer toujours sur les talons des mandats, s'il s'agit d'une commande ou d'un payement après envoi.

Que tous ceux qui ont reçu des colis de propagande nous répondent, soit pour nous rembourser, soit pour refuser.

Propos de fin d'une année lourde

Nous n'avons guère parlé de la crise que le drame hongrois a provoquée au sein de la C.G.T.

Des syndicats cégétistes ont réagi dès les premières semaines de novembre. Des syndiqués ont déchiré leur carte ou l'ont renvoyée à leur syndicat.

Plus significatives encore sont les élections des conseils d'entreprise. Partout la C.G.T. a perdu des voix et des sièges dans des proportions allant de 15 à 50 pour cent.

L'EXIGEANTE CONSCIENCE DE CLASSE

Convient-ils de célébrer comme une victoire, ces reculs cégétistes ? Ce qui nous étonne, c'est qu'ils ne soient pas encore plus importants. Sans doute, les élections professionnelles ne sont-elles pas déterminées exclusivement par le climat politique. On vote souvent pour les délégués en place. On vote aussi pour la C.G.T., parce qu'elle fait le plus de propagande.

Au lendemain des journées de Berlin de juin 1953, un représentant du C.I.O. américain me disait **« qu'il ne fallait pas consacrer toutes ses forces à la propagande anticommuniste. Celle-ci devient vaine, si les ouvriers communistes ou sympathisants ne réagissent pas spontanément contre la répression des grèves de Berlin ».**

On touche peut-être au fond du problème. Il y a sans doute la monstrueuse imposture stalinienne. Il est inconcevable que des ouvriers en aient été si longtemps dupés, qu'ils ne posent même pas de questions, à propos des grèves de Berlin ou de la grève générale de Hongrie. Mais leur discrétion et leur silence ne prouvent-ils pas qu'ils se sont déjà répondu, que convaincus du mensonge de la propagande post-stalinienne, ils ne veulent pas s'exposer aux dangers de la contradiction... et qu'ils s'en foutent ? La solidarité internationale de classe implique des devoirs aussi redoutables à connaître que durs à accomplir. Les sages « anticommunistes » qui nous reprochent notre fidélité aux méthodes d'action directe ne peuvent-ils comprendre que leur « sagesse » favorise les agitateurs post-staliniens, aussi bien en alimentant leur démagogie verbale qu'en neutralisant les masses ouvrières ?

VOIE DE GARAGE POUR LES POST-STALINIENS

Mais il y a cependant une autre cause à l'insuffisance du recul stalinien. Car pour que la C.G.T. subisse passivement la colonisation par le Parti, encore faut-il que les « colonisateurs » se tiennent droit au « garde à vous ! ».

Nous avons connu en août 1939 une période au moins aussi redoutable pour le Parti, lorsque le pacte Hitler-Staline tomba, sans avertissement, sur la tête des chefs figés dans la fermeté belliqueuse. Qui a suivi sur les faces ahuries de staliniens zélés le processus de l'incrédulité à la stupeur puis à la stupidité silencieuse pouvait espérer une rupture presque totale entre les chefs et leur public ordinaire. En interdisant la presse communiste, en imposant la censure — avant la guerre —, en sanctionnant les communistes avant même d'entendre leurs explications, Daladier offrait aux agents de Moscou le bénéfice d'une clôture préalable de tout débat. Outre que la clandestinité laissait circuler les interprétations les plus singulières du parti, l'arbitraire maintenait autour du parti ceux qui ne voulaient pas se garantir par le reniement.

La politique franco-anglaise, la politique Lacoste en Algérie freinent aujourd'hui de la même manière la dispersion stalinienne.

On a ouvert aux post-staliniens la voie de garage qui leur permet au moins de mettre leurs machines à l'abri.

Ce qui fait encore admirablement les affaires de Moscou, c'est la nouvelle vague d'anti-américanisme qui roule plus d'injustice que d'aberrations. Or Robert Lacoste a joué là encore un rôle de provocateur. En dénonçant à la tribune du Sénat les « intrigues américaines », en interdisant l'Algérie à Irving Brown, représentant des syndicats américains, en se gaussant — comme il vient de le faire — du pauvre Foster Dulles...

Ce n'est pas le gouvernement américain — bafoué d'abord, puis sollicité — qui compte le plus en cette affaire. C'est l'opinion publique américaine, celle même qui semble la plus favorable à la consolidation de l'alliance atlantique. Or, c'est bien la politique Lacoste — responsable aussi du coup de Suez — qui inquiète le plus les meilleurs amis de la France. Et si ceux-ci reviennent en ce moment, c'est parce que l'évacuation de l'Egypte leur semble annoncer un tournant de la politique française en Afrique du Nord. Nous n'en sommes pas assurés.

Lacoste cédera-t-il ? Ceux qui le connaissent bien savent qu'il dédaigne quelque peu ces démocraties où l'on délibère avant d'agir. Courageusement antihitlérien, il l'était plus par patriotisme et par loyalisme que par opposition intransigeante au système totalitaire. Ses complaisances d'avant-hier pour Staline, d'hier et d'aujourd'hui pour de Gaulle attestent son respect « des hommes forts » parmi lesquels il doit se ranger maintenant. Nous n'irons pas jusqu'à le suspecter de servir Moscou consciemment. Mais par son action, il a contrarié très fortement la dissociation du parti stalinien.

ARGUMENTS FABRIQUÉS

La politique Lacoste a favorisé la dérobade des « cocos ». Mais nous en sommes à la seconde reprise. L'ordre de Moscou impose désormais de fabriquer un nouvel amalgame d'ennemis de l'U.R.S.S. et de la Révolution où les colonialistes franco-anglais et les impérialistes américains se mêlent aux insurgés « fascistes » hongrois.

Il paraît que cela prend encore. On éprouve quelque honte à réagir, alors qu'on apprend aujourd'hui (10 décembre) : la grève générale hongroise, l'appel direct à la solidarité ouvrière, la proclamation de la loi martiale.

Les documents que Mercier apporte en ce même numéro de la « R.P. » devraient suffire. Faut-il d'autres faits, d'autres arguments ?

Il faut bien frapper sur le clou, puisque l'on s'obstine dans la confusion dogmatique. Même chez ceux qui regrettent ou condamnent l'intervention russe...

Ecoutons les sinistres avocats de Moscou :

1) Le mouvement populaire hongrois aurait été utilisé par les forces réactionnaires et fascistes préparées à l'action militaire, et les grands propriétaires dépossédés.

2) Le peuple hongrois a condamné les atrocités commises dont les militants communistes furent victimes.

3) Les bombardements aériens, les déportations reprochées aux Russes seraient démenties par la constatation des faits.

4) L'armée soviétique a été appelée par le gouvernement ouvrier et paysan.

SUR LES « FASCISTES HONGROIS »

Passons rapidement sur les deux derniers « arguments ». La dernière formule est exacte dans son

ignominie, si l'on remplace gouvernement ouvrier et paysan par « Gauleiter » imposé par les Russes et qui appelle l'armée soviétique, comme l'officier subalterne réclame des renforts à son chef hiérarchique.

Il n'y a pas eu de bombardements aériens ! Et pour cause... les tanks russes circulaient dans les rues de Budapest et sur les routes hongroises. Mais nier les déportations aujourd'hui c'est pousser l'infamie jusqu'à l'inconscience.

Il est vrai que la foule déchaînée a massacré les « militants communistes »... c'est-à-dire des policiers du régime. On a fait mieux ici, lors de la Libération. La haine populaire ignore les ménagements, les distinctions, les précautions qu'imposent la Justice sereine et le Droit des gens. Mais ce qui a provoqué cette haine forcenée, ce sont des années de terrorisme « à froid », systématique et discipliné. En 1830, Auguste Barbier célébrait déjà la Liberté, **« forte femme aux puissantes mamelles qui veut qu'on l'embrasse avec des bras rougis de sang ».** On ne cède pas à ce romantisme délirant, en préférant encore cette femelle glorieuse au bourreau à cagoule, anonyme et impassible qui torture et tue avec l'automatisme d'un robot.

Mais il est encore nécessaire d'insister sur « les fascistes hongrois »...

Faut-il rappeler :

1) que rien ne subsiste, ni en Hongrie, ni à l'étranger des « croix fléchées », sorte de SS hongrois ;

2) que presque tous les hommes politiques hongrois qui passaient — à tort ou à raison — pour complices d'Hitler ont été exécutés en 1945 ;

3) que les cadres de l'armée et la police hongroise furent épurés, liquidés et remplacés par des hommes de Moscou dès 1945. Et cependant la police et l'armée ont participé, dans leur grande majorité, à l'insurrection ou se sont pour le moins volontairement neutralisées.

4) que l'émigration hongroise est composée dans sa grande majorité non de gens de « Horthy » mais de militants des partis socialiste, démocrate, libéral et des syndicats ouvriers.

5) que l'émigration hongroise n'a jamais réclamé le retour à l'ancien régime ; que la réforme agraire figurait au programme des partis socialiste et paysan, interdits par Horthy, liquidés sur l'ordre de Staline lors de la seconde étape de la colonisation russe.

6) que si le cardinal Mindszenty prend figure de héros populaire pour avoir été torturé par les staliniens après avoir été emprisonné par les hitlériens, la majorité du clergé a collaboré plus ou moins sincèrement avec la dictature stalinienne.

7) que dès 1945, les instructions du chef stalinien Rakosi ordonnaient d'accueillir dans le parti communiste, tous les « petits nazis » à la petitesse... « relative ». Le 10 février 1948, Kovacs, autre chef stalinien de l'époque, reconnaissait qu'on avait ainsi dédouané « des officiers réactionnaires, d'anciens dirigeants d'organisations fascistes et des agents de la réaction ».

Sans doute, lors du procès Rajk a-t-on réservé la malédiction rétrospective aux serviteurs de l'ancien ministre de l'Intérieur. Mais c'est bien dans la méthode des jésuites de Moscou : recruter des fripouilles au zèle garanti par un dossier secret.

Lorsqu'en 1948, il a fallu désigner le chef de la légation hongroise à Moscou, le gouvernement russe n'impose-t-il pas M. Szekfu, ancien directeur de la « Revue hongroise », « glorificateur patenté du conservatisme politique », théoricien réputé de l'antisémitisme.

La propagande hongroise à l'étranger ne fut-elle pas dirigée (l'est-elle encore ?) par M. Ivan Boldizsar, ancien rédacteur du journal « Nemzati Uzsag », organe du haut clergé légitimiste, thuriféraire du régime féodal de Horthy, juif qui échappa longtemps aux persécutions grâce à la souplesse de son échine et de sa conscience.

SOULEVEMENT OUVRIER

Mais à quoi bon s'appesantir sur le rôle de nombreux survivants du nazisme dans « les démocraties populaires » ?

Les post-staliniens reconnaissent que le soulèvement fut populaire à l'origine. Populaire ? Ouvrier et révolutionnaire. C'est démontré par la spontanéité — et la persistance — des greves. Et aussi par la formation tout aussi spontanée de véritables Soviets (au sens historique et non actuel du mot).

Mais le gouvernement Nagy aurait été débordé sur sa droite... Formule aussi sonore qu'absurde. Car cette géographie parlementaire ne signifie absolument rien dans un pays en ébullition.

La veille de l'agression russe, le 3 novembre, un représentant officiel du gouvernement Nagy affirmait **« qu'aucune concession ne sera faite en ce qui concerne la réforme agraire, la nationalisation des usines et les conquêtes sociales. Le gouvernement ne tolérera pas la restauration du capitalisme en Hongrie ».**

D'ailleurs, ce qui compte essentiellement pour nous c'est la volonté des ouvriers et aussi la volonté des travailleurs agricoles qui ont sans nul doute chassé les bureaucartes des usines nationalisées et des terres collectivisées. Réaction salutaire.

Tito dans son discours du 11 novembre 1956 — dans lequel il justifie l'intervention russe, sans l'approuver — confirme implicitement notre thèse :

« Une révolte justifiée, une insurrection dirigée contre une clique au pouvoir, s'est transformée en une insurrection de tout le peuple contre le socialisme et contre l'Union soviétique. »

Nous sommes avec Tito contre les cliques post-staliniennes. Mais nous sommes avec tout le peuple hongrois contre le titisme : socialisme d'Etat et contre Tito allié intermittent de l'U.R.S.S.

Il ne suffit pas de prouver que les « fascistes » n'ont joué aucun rôle dans l'insurrection. Il faut proclamer — ce qui est strictement exact — que la révolution fut déclenchée et animée jusqu'à son terme par les ouvriers (flanqués des étudiants et de quelques intellectuels) et que c'est justement parce qu'elle fut ouvrière qu'elle fut écrasée par les hitlériens de Moscou.

LES HERITIERS DE LENINE ET DE TROTSKY AVEC LES REVOLUTIONNAIRES HONGROIS

Ce qui confirme notre thèse c'est l'attitude de nos camarades de la « Vérité » et de « l'Ecole émancipée ». Il ne serait pas exact de qualifier celle-ci d'organe trotskyste comme celui-là. Mais il n'est pas tendancieux de déceler dans ses colonnes de sérieusse influences trotskystes.

Nous avons assez souvent reproché à ces camarades leur sectarisme, leur surenchère « gauchiste » pour ne pas leur accorder les qualités de leurs défauts, c'est-à-dire une fidélité quelque peu intransigeante au bolchevisme tel que son passé légendaire le montre. Qu'ils aient salué l'insurrection hongroise comme un nouveau « 1917 », c'est un élément d'appréciation qui n'est pas négligeable. On dit même que l'inspiration des ouvriers hongrois se rapproche plus de leurs conceptions que des nôtres. Mais nous nous rencontrons avec eux, sans aucune gêne pour reconnaître que la voie révolutionnaire passe par les ruines de la bureaucratie stalinienne.

CONTRE L'APPAREIL

Un article de P. Lambert paru dans la « Vérité » du 9 novembre 1956 apporte quelques lueurs sur la formation de l'appareil, sur le recrutement des cadres.

Le permanent (c'est vrai pour la C.G.T. comme pour le parti) n'est rien en dehors de l'appareil..

« **lequel dépend des services secrets de Moscou** ». Il évolue dans un monde fermé, où il n'est entré qu'après de sérieuses enquêtes, où il est soumis à une surveillance constante. Il parle à une tribune sous le feu des projecteurs. Mais le Parti dispose de l'éclairage. Exclu du parti, le permanent retombe dans l'obscurité totale, quand « **il n'est pas calomnié, sali, vidé dans tous les sens du terme, brisé moralement** ».

Si l'on veut étudier les cadres de la C.G.T. ou les organes du Parti selon les normes ordinaires, on flotte à la surface des choses. L'essentiel, c'est l'appareil. Que les cellules soient de véritables passoires, que les syndicats se vident ou se regonflent dans l'inertie — Moscou n'en est pas atteint. Il n'est même pas exclu que les plus avisés des dictateurs russes inclinent à se méfier de syndicats solides, d'un parti fortement constitué — même soumis à leur obédience.

A l'orthodoxie fidèle, on préfère l'ignorance et la corruption. Ce qui est essentiel, c'est de garder l'appareil.

Une opposition dans la C.G.T. peut être tolérée provisoirement ; elle peut même être « fabriquée » dans les deux sens du mot. Pour être efficace, durablement, il lui faut s'opposer à l'appareil. Seuls, ceux qui ont vécu l'expérience de la C.G.T.U. savent ce que cela représente de mobilité, de vigilance, d'endurance et d'endurcissement. Et les syndiqués finissent par voter « avec leurs jambes », en fuyant les syndicats. Il suffit à l'appareil de garder le tiroir rempli de cartes et de timbres tout neufs.

De 1921 à 1935, la C.G.T.U. avait peut-être perdu numériquement près de 500.000 membres, et nominalement presque tous ses premiers adhérents. L'appareil « allégé » a pu s'adapter à l'unité de 1936 et capter la masse de la promotion de 1936. Tandis que les militants des successives oppositions cherchaient le repos et la retraite.

L'expérience ne se renouvellera pas fatalement. Il ne faut pas s'y soumettre si on ne l'a pas vécue. Mais il faut la connaître pour ne pas la revivre.

SIMPLIFICATIONS INUTILES... OU NUISIBLES

En cette fin d'année lourde, si l'on peut éprouver quelque angoisse — quelque honte aussi — on se retrouve peut-être plus encouragé qu'au terme des dix ans de paix... brûlante. Les choses ont empiré. Mais cela remue de plus en plus du côté des hommes d'Occident. Insuffisamment ? Dangereusement ? Vainement ? On a le droit de le craindre. Mais le pire c'est encore l'immobilité...

La crise de la C.G.T. ne pose pas de nouveaux problèmes. Elle souligne simplement d'un trait fort la nécessité d'une action ouvrière qui ne peut plus se tenir dans les limites nationales. Nous ne nous jugeons pas qualifiés pour en fixer les objectifs et les caractères. Mais nous pouvons repérer les slogans qui gênent le regroupement efficace des militants ouvriers et révolutionnaires. Un slogan est naturellement simple, souvent démagogique. Peut-être est-il plus nuisible encore lorsqu'il conclut des schémas simplificateurs réalisés par des camarades aussi sérieux dans leurs études que fermes dans leurs idées et courageux dans leurs actes.

Simplification quant au rôle de l'O.N.U. — Une parade de bateleurs qui amusent le populo, tandis que les brigands impérialistes s'entendent ou font se battre... les autres. Une caricature de démocratie où l'Arabie séoudite donne des leçons à la France. Tout cela est partiellement vrai. Mais c'est déjà quelque chose que les brigands impérialistes soient obligés de ruser avec l'opinion publique internationale. **C'est justement la démocratie qui exige l'égalité des participants.** Il est vrai que le peuple de l'Arabie séoudite n'est probablement pas consulté, quand son représentant vote à l'O.N.U. Mais cela il fallait le dire... avant. Subordonner l'adhésion à l'O.N.U. au respect des libertés fondamentales. **Accorder à l'O.N.U. l'autorité nécessaire pour intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat, lorsque des minorités se plaignent d'être brimées... même des minorités asiatiques... ou africaines.**

Ce n'est pas ici qu'on nourrit des illusions, quant à l'O.N.U. Mais on regrette ce qu'elle ne peut faire, non ce qu'elle fait ; on ne l'attaque pas pour ses positions — relativement justes — sur Suez et sur la Hongrie, on se plaint plutôt de son impuissance lorsqu'elle s'oppose à l'une des deux grandes puissances mondiales.

Simplification quant au nationalismes, qu'un internationaliste ne peut tolérer. C'est partiellement vrai. Les internationalistes d'autrefois ne s'affirmaient pas systématiquement hostiles au réveil des nationalités opprimées. Il faut distinguer selon le stade de l'évolution. Le nationalisme d'un Algérien, d'un Tunisien, d'un Marocain réclame l'égalité avec un Français, un Européen, un Américain. Le nationalisme de nombreux Français — même classés à gauche — réclame la supériorité du Français et crie à l'injuste persécution lorsque le monde entier ne veut pas servir les intérêts de la France... ou plutôt des intérêts français.

Simplification quant au rôle d'un Nasser, qualifié par les uns d'Hitler en réduction — par d'autres d'authentique révolutionnaire. Et c'est peut-être également vrai et pas même contradictoire. Mais Hitler seul n'explique pas la victoire hitlérienne, causée par le diktat de Versailles et l'impuissance du socialisme allemand. Hitler, comme Mussolini, comme les staliniens, comme Mao Tsé Toung, se révéla parfois efifcacement anticapitaliste. Qu'importe si ces dictateurs substituent à l'exploitation féodale ou capitaliste, une exploitation d'autant plus lourde que toute résistance a été anéantie.

Simplification quant au rôle des trusts pétroliers dont les appétits provoquent les conflits. C'est partiellement vrai, d'une vérité qui date quelque peu. Depuis que Francis Delaisi a écrit « la Guerre du pétrole », des peuples se sont développés, des nations se sont constituées. Aux Etats-Unis le trust a rencontré des résistances souvent victorieuses. Et le marché mondial du coton attire l'attention de Washington bien plus que les prétentions des pétroliers. Avancer, comme Rossinier dans le « Monde libertaire » de ce mois, que les Etats-Unis soutiennent Nasser afin de soumettre l'Europe à la volonté des pétroliers américains c'est simplifier dangereusement une affaire où s'enchevêtrent de multiples intérêts. D'autant plus que toutes les sociétés pétrolières groupent des capitaux de toutes nations. Des Etats ont nationalisé ou tenté de nationaliser leur industrie pétrolifère : le Mexique a pu conclure après l'opération un accord avec les Etats-Unis. L'Iran s'est heurté à l'opposition victorieuse de l'Angleterre. La Roumanie a vu son pétrole nationalisé... au profit exclusif de l'U.R.S.S.

LE CHOIX AVANT L'ACTION

L'action ne veut-elle pas des mobiles précis, donc une simplification des conceptions ? Mais le schéma favorise souvent l'abstention, même l'abdication doctrinale. Discréditer l'O.N.U., condamner les nationalismes, maudire ou glorifier Nasser, dénoncer les pétroliers et l'impérialisme américain, c'est élever les objectifs à des hauteurs ou des distances inaccessibles.

L'action ne simplifie pas systématiquement. Elle choisit des objectifs qu'elle peut atteindre. La classe ouvrière internationale peut intervenir encore efficacement pour prévenir les conflits du Moyen-Orient, résoudre les problèmes sociaux en Afrique du Nord et en Egypte, défendre le peuple hongrois et tous les peuples opprimés par le Moloch moscovite.

Il suffit pour choisir de regarder dans le monde

entier **les vrais prolétaires — ceux qui ne possèdent strictement rien, pas même un métier, pas même un arpent de terre.** Il suffit de vouloir que parallèlement à une industrialisation universelle fatale et salutaire, se développe un mouvement ouvrier libre capable de défendre l'homme contre toutes les machines techniques et politiques.

ACTUALITE DE NOTRE SYNDICALISME

L'affaire hongroise justifierait à elle seule le titre de notre brochure : **l'Actualité de la Charte d'Amiens.**

Ce n'est pas seulement parce que la grève générale a retrouvé, face aux blindés russes, son visage légendaire et tragique. C'est aussi parce que les spirituelles plaisanteries que provoquait mon appel à la spontanéité ouvrière ne se renouvelleront plus ; que leurs auteurs sont aussi émus que moi par la spontanéité indéniable, au parfum héroïque d'une révolution qui a dispersé de son premier souffle toutes les savantes analyses sur l'asservissement définitif des colonies staliniennes.

Mais c'est en France qu'il faut actualiser la Charte d'Amiens, afin de souligner l'indécence des militants pour qui la tragédie hongroise reste une « affaire politique » hors de la compétence des syndicats.

A Amiens le syndicalisme révolutionnaire avait rompu avec la politique de parti, non par neutralisme apolitique, mais parce que l'émancipation de la classe ouvrière ne peut dépendre d'opérations politiciennes.

Le message d'Amiens, par-dessus les frontières, s'adressait aux ouvriers du monde entier. Cinquante ans après, les prolétaires hongrois nous répondent et nous aurions la lâcheté d'interrompre brutalement le dialogue, afin de ménager de confortables positions corporatives. Si nous n'avons pas — hélas ! — le pouvoir de participer à leur combat, nous avons à pourchasser ici les complices de leurs ennemis. C'est de la politique ? Certainement. Celle que menaient les travailleurs parisiens de la Première Internationale, les ouvriers de la Commune, les promoteurs américains et français du Premier Mai, les manifestants parisiens déchaînés par l'exécution de Sacco et Vanzetti. La Charte d'Amiens en reste l'expression la plus éloquente. S'en réclamer pour justifier son abstention dans l'affaire hongroise, c'est se ravaler au rang des chrétiens qui bénissent le crime, au nom de l'Evangile.

Nous qui avons toujours associé le syndicalisme universitaire en son inspiration originelle au syndicalisme ouvrier de 1906, nous éprouvons un sentiment de légitime fierté en entendant sur l'affaire hongroise, les représentants de notre syndicat et de notre fédération.

La déclaration de Forestier, secrétaire général du syndicat des Instituteurs, au dernier congrès fédéral justifie par son style la phrase finale du Manifeste de Chambéry : **Sois un homme, puisque tu dois faire des hommes.**

Face aux robots du post-stalinisme, Forestier s'est élevé au-dessus de toutes les obligations de sa fonction officielle. Il a affirmé notre solidarité avec le peuple hongrois, notre mépris de la sous-humanité stalinienne, en homme et en éducateur dont le syndicalisme porte toute la conscience morale.

Et c'est cette même chaleur humaine que je sens dans les déclarations de militants (1) du bureau national et de la section de la Seine qui, plus modestes et plus réservés habituellement, ont tenu, cette fois, à dire tout ce qu'ils voulaient dire, tout ce qu'il fallait dire.

Nous n'avons vraiment pas la sérénité nécessaire pour reprendre nos critiques de l'autonomie, pour envisager les futurs effets des positions prises. En lisant nos organes syndicaux, nous évoquions simplement, ma femme et moi, les longues années que nous avons consacrées au service de notre syndicat.

Et nous nous sentions justifiés et payés.

Roger HAGNAUER.

(1) Je voudrais citer mes amis de la Seine : Coustal, Robardet, etc... Je nommerai aussi Ruff, secrétaire général du Syndicat de l'E.N. parisien. Un agrégé qui a su se tenir au-dessus de l'esprit de caste. Un syndicaliste révolutionnaire qui n'a jamais caché ses idées pour garder sa place... pas même son adhésion à F.O. Ce sont des militants comme lui qui ont été frappés par l'invraisemblable décision du bureau confédéral de F.O., en 1952.

TITO, LES HONGROIS ET DJILLAS

L'attitude de Tito dans l'affaire hongroise a surpris, ému et indigné des camarades qui nourrissaient des espoirs et des illusions sur le titisme. Le discours de Tito prononcé après l'agression russe éclaire sa politique et confirme ce que nous avons déjà écrit sur le communisme national dont la Yougoslavie fournit le premier exemple. L'accord avec la Pologne de Gomulka (très net lors des votes à l'O.N.U.) prouve qu'il ne s'agit pas d'un phénomène spécifiquement yougoslave.

Nous aurons à examiner de plus près le discours historique de Tito, à nous documenter sur les possibilités économiques de la Yougoslavie et de la Pologne, peut-être aussi à déceler les questions — telle celle de l'utilisation du Danube — qui se posaient avant Tito, même avant 1917 et qui ne sont pas résolues. Pas plus que les questions aussi vieilles de la place de la nation polonaise et des limites de l'Etat polonais.

Aujourd'hui, ce qui importe le plus, c'est la libération des satellites. Et on doit se féliciter de « l'étape » Gomulka, comme on se félicitait, il y a huit ans, de l'étape « Tito ». Mais pour nous, il n'y a libération véritable que lorsqu'il y a naissance et développement d'un mouvement ouvrier libre. Celui-ci n'évolue pas fatalement sur les voies fixées par un système ou une idéologie. Personne ne pouvait prévoir les solutions auxquelles s'arrêteraient finalement les ouvriers et les paysans hongrois.

Or cette incertitude — qui ne nous gêne pas, qui nous paraît même préférable aux contraintes des certitudes — est pour Tito inadmissible et terriblement dangereuse. Car son système (même assoupli) repose entièrement sur le maintien du Pouvoir établi. Il préfère certainement un gouvernement vassal de Moscou... avec lequel l'accord ou le désaccord dépend des états-majors, à un régime où la liberté ouvrière et paysanne peut déranger les situations acquises.

Ce qui explique son attitude à l'égard des Hongrois. Ce qui explique l'arrestation de Djilas.

Dans ses articles incriminés, celui-ci révisait en effet la notion fondamentale sur laquelle se base le régime titiste comme le régime stalinien : **la possibilité du socialisme dans un seul pays.**

En condamnant Djillas, Tito prouve qu'une « véritable démocratisation » du régime représente pour lui le pire danger, un danger qui le menace directement et qu in'est pas seulement hypothétique.

Il y a quelques mois, on pouvait encore se demander si Tito représentait un Etat dit socialiste, ou une classe ouvrière en marche vers le socialisme.

Par son attitude dans l'affaire hongroise, par les 3 ans de prison infligés à Djillas, il a répondu à la question. Cela nous suffit pour le classer, lui... et le titisme.

Dans le marais cégétiste

Violemment secoué par la vague d'indignation qui a soulevé l'opinion mondiale devant l'atroce répression exercée par les troupes russes contre l'insurrection hongroise, le bateau stalinien fait eau de toutes parts.

Dans tous les pays, c'est un déferlement dont les répercussions atteindront profondément l'armature si laborieusement échafaudée par l'ex-Kominform.

Par exemple, dans un de ses fiefs, l'Italie, l'opinion ouvrière est en proie à une agitation extrême. La réprobation populaire est telle que le parti communiste italien se trouverait aujourd'hui complètement coupé des masses si l'agression de Suez, qu'il a exploitée à fond, n'était venue fort à propos faire diversion à ses propres responsabilités.

D'autre part, la flotille des organisations satellites qui évoluent dans le village moscoutaire, étant de par leur composition hétéroclite moins facilement maniables, sont encore plus gravement touchées.

Ainsi, en France, après l'éclatement du Comité national des écrivains, dont la grande majorité — y compris des communistes — a condamné l'intervention russe en Hongrie, le Conseil national du mouvement de la paix, à son tour, dans sa session des 1er et 2 décembre, s'est prononcé, à l'unanimité des 250 délégués moins 3 voix, pour « le retrait des forces soviétiques », « le respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les peuples ».

Sur le plan ouvrier, le malaise est également profond. Toutes les élections de délégués du personnel qui ont eu lieu depuis ces événements enregistrent des reculs plus ou moins sensibles de la C.G.T.

REACTIONS INTERNES

Dans la Centrale cégétiste, elle-même, c'est la débandade. Des sections syndicales reprennent leur liberté, les cartes déchirées sont retournées par paquets au siège des organisations ; des fédérations, telles que celles du Livre et des Finances, dénoncent l'agression russe et proclament le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

On pourra regretter que l'opposition, la révolte ouvrière n'aient pas atteint l'ampleur que l'on pouvait, de prime abord, escompter au sein de la C.G.T.

On ne saurait pourtant s'en étonner puisque l'on sait que cette fraction de la classe ouvrière est restée soumise aux multiples pressions de la démagogie stalinienne.

Plus de dix années de gymnastique stérile, obéissant aux slogans les plus contradictoires (du « Retroussons nos manches ! » et de la politique du rendement à la lutte contre les « cadences infernales » et les grèves sauce moscoutaire), exécutée sur commande et dans le plus stricte dirigisme politico-syndical, ont passablement émoussé sa combativité et ses velléités d'indépendance.

Il faut d'ailleurs convenir que le mouvement de désaffection aurait pu, en de telles circonstances, précipiter la débâcle s'il s'était trouvé encouragé de l'extérieur par l'attrait d'un dynamisme syndical valable.

Or, il serait pour le moins osé de prétendre que la Centrale F.O. puisse représenter à cet égard le refuge espéré par les opposants cégétistes. Ce n'est pas, en tout cas, son dernier congrès qui aura rehaussé son prestige à leurs yeux et c'est sans doute là la meilleure chance qu'a la C.G.T. de ne pas voir fondre davantage ses effectifs.

LA « CONSCIENCE TOURMENTEE » DU LIVRE...

Quant au retrait dans l'autonomie, il n'apparait guère qu'il en soit question. Même à la Fédération du Livre, qui est la plus réfractaire à la politisation, la proposition faite par le Conseil syndical des correcteurs d'organiser une consultation pour ou contre le maintien à la C.G.T. ne parait pas jouir d'une grande faveur.

La proposition des correcteurs se fonde sur le fait que depuis le référendum de février 1948 — où le maintien à la C.G.T. avait été approuvé seulement par 28.000 voix contre 18.000 pour l'autonomie, quelques milliers pour F.O. et 16.000 abstentions — la mainmise du P.C. sur une C.G.T. débarrassée d'une bonne partie de son opposition passée à la dissidence, s'est encore accentuée, les grèves et débrayages politiques se multipliant à toute occasion selon les directives données de l'extérieur et enfin l'impossibilité désormais admise de dépolitiser le Bureau confédéral depuis que le XIVe congrès du parti communiste tenu au Havre en juillet dernier a réalisé ouvertement l'unité de direction P.C.-C.G.T. en intégrant la majorité des membres du Bureau confédéral à son Comité central et à son Bureau politique (1).

Les correcteurs pensent, en outre, que le maintien de la Fédération du Livre à la C.G.T. cautionne, avalise le « rôle dirigeant du P.C. » et les agissements de ses agents dans nos rangs, les mêmes qui, par deux fois, ont conduit le mouvement ouvrier au morcellement et à l'impuissance.

Bien sûr, ainsi qu'il est rappelé plus haut, la Fédération du Livre ne reste pas inerte et le dernier numéro de la « R.P. » publiait une résolution de son Conseil national du 9 novembre désapprouvant — quoique d'une manière très nuancée — « les solutions répressives apportées au problème hongrois » et revendiquant pour toute nation « le droit au gouvernement de son choix ».

Son secrétaire fédéral Ehni ne se faisait pas faute, au Comité confédéral national de la C.G.T. du 23 novembre, de dénoncer le mensonge attribuant aux fascistes l'insurrection hongroise « **quand on sait,** disait-il, **avec quelle opiniâtreté les travailleurs ont continué leur grève générale**

---

(1) On n'a pas assez souligné dans la presse syndicale (sauf « Etudes sociales et syndicales ») la sujétion de la C.G.T. au P.C., désormais officialisée à ce congrès.

Il importe de se souvenir qu'au congrès du parti, en 1950, Cogniot, citant les nouveaux membres du Bureau politique et rappelant que les statuts de la C.G.T. interdisaient la double appartenance aux postes responsables politiques et syndicaux, précisait : « C'est pour que la C.G.T. puisse grouper toute la classe ouvrière que nous ne vous proposons pas les candidatures de Benoit-Frachon et Gaston Monmousseau. Mais nous les considérons comme membres de la direction du parti. »

Depuis juillet dernier, sur les 13 membres du Bureau confédéral, 7 ont été proclamés membres soit du Bureau politique, soit du Comité central. Y appartiennent également 12 secrétaires fédéraux et 4 secrétaires départementaux. Quant à la Commission administrative, on a veillé à ce qu'elle soit également pourvue d'une majorité communiste confortable.

et ont refusé, et refusent encore pour une grande partie, de reprendre le travail comme l'a demandé le nouveau gouvernement Kadar. »

Tenant à marquer d'une façon plus directe qu'il ne l'avait fait jusqu'alors la malfaisance de la politisation syndicale, il ajoutait :

« **Sur des questions aussi importantes, troublant l'esprit de la classe ouvrière et si l'on veut sauvegarder l'autorité de notre mouvement syndical, les militants de la C.G.T. ne devraient prendre position qu'après une large discussion sans se référencer ou suivre l'attitude de groupements politiques.**

» **Mais il nous apparaît que la plupart de nos camarades du Bureau confédéral prennent position, bien souvent, en tenant compte de leurs responsabilités politiques et c'est pourquoi nous regrettons que l'article 10 des statuts de la C.G.T. qui prévoit qu'aucun membre du Bureau confédéral ne peut faire acte de candidature à une fonction politique, n'a pas une interprétation et une application plus large, car on peut bien considérer que les fonctions de membre d'un bureau politique ou d'un comité central de parti politique devraient être comprises dans cette précision de l'article 10, ce qui interdirait à un grand nombre de nos responsables confédéraux d'avoir, à la fois, des responsabilités politiques et syndicales, et c'est justement cette activité politique de nos militants confédéraux qui laisse supposer à la grande masse ouvrière que la C.G.T. est une filiale du parti communiste.** »

...ET LES AUTRES

D'autres critiques se sont manifestées à ce C.C.N., notamment celles de Guénégaud, de la Marine marchande, et il convient de signaler que sur les six secrétaires confédéraux non membres du P.C., trois d'entre eux, Le Brun, Schaeffer et Jayat, ont quand même refusé de condamner l'insurrection hongroise et de justifier l'ignoble répression.

Toutes interventions exprimées cependant sur un ton volontairement modéré et sans un mot pour témoigner leur sympathie à l'égard de la Hongrie martyre ni pour stigmatiser la dérobade honteuse des Ponce-Pilace du Bureau confédéral masquant hypocritement dans les assises syndicales l'approbation aux massacreurs qu'ils affichent sans scrupules dans les réunions du parti.

Pas un mot non plus sur l'alignement scandaleux de la Fédération syndicale mondiale qui, dans une déclaration au Conseil de sécurité de l'O.N.U., contestant une intervention éventuelle de celui-ci, ne voulait voir dans le tragédie hongroise qu'une révolution fasciste. On ne peut s'empêcher de faire un rapprochement avec le mutisme des mêmes lors de l'éviction de la Centrale yougoslave, après le schisme de Tito...

Bref, ce faisant, ils donnent l'impression que leurs réactions toutes verbales sont plus dictées par le souci de ne pas mécontenter leurs mandants que par celui de pouvoir remédier efficacement à cet état de chose (2).

En ce qui concerne la Fédération du Livre, la religion des 18.000 qui, en 1948, se sont prononcés pour l'autonomie est suffisamment éclairée pour ne rien attendre de ces confrontations où les quelques protestations sont systématiquement noyées dans la masse des approbations

Ce qu'ils reprochent aux responsables fédéraux et syndicaux c'est de ne pas venir plus souvent rendre compte de leur mandat devant les syndiqués pour les alerter sur les conséquences désastreuses de la tutelle des bonzes moscovites du Bureau confédéral qui ne savent lâcher du lest, comme au lendemain de l'échec du 13 novembre, que lorsqu'ils sentent le vent de la défaite.

Bernard, l'un des secrétaires des typos parisiens, organisation forte de 6.000 adhérents, déclarait au lendemain du congrès de Bordeaux 1949, où son syndicat, battu sur la question de l'autonomie, restait à la Fédération par souci unitaire : « **Il ne s'agit pas d'être systématiquement contre le Bureau confédéral, mais il faudra dénoncer hardiment tout ce qui est empreint de politique partisane, tout ce qui peut nuire à l'unité de notre Fédération et susciter des querelles de tendance... Ne donnons pas l'impression de complicité par l'abstention ou l'absence.** »

Ces engagements ne sauraient être tenus seulement dans les rares assemblées générales d'ailleurs peu fréquentées. Lorsque le scandale est quasi quotidien, c'est quotidiennement qu'il doit être dénoncé et dénoncé publiquement lorsqu'il s'avère, comme c'est le cas, qu'il n'est tenu aucun compte des réactions formulées en vase clos.

Les responsables syndicaux qui veulent être conséquents avec eux-mêmes, sont comptables de la santé morale et physique de l'organisation dont ils ont la charge. Ils sont mieux placés que quiconque pour connaître les dangers dont elle est menacée de l'intérieur comme de l'extérieur. C'est donc à eux qu'il appartient en premier lieu d'attaquer le mal à sa racine avant que le virus mortel ait envahi le corps tout entier.

Or, la connivence des dirigeants cégétistes dans le crime hongrois, démontrée par leur silence complice, a étalé la gravité du mal et notre pusillanimité risque d'orienter l'actuelle C.G.T. vers un pourrissement analogue à celui de la défunte C.G.T.U.

Attendrons-nous de sombrer avec elle, dans la honte et le mépris de nous-mêmes d'avoir été les instruments, jusqu'à l'échéance fatale, de ceux qui défigurent chaque jour davantage l'idéal social auquel nous aspirons ?

L'HEURE DU CHOIX : SOLIDARITE OU COMPLICITE

Le fiasco de la journée du 13 novembre « contre le fascisme » est suffisamment édifiant sur la répugnance de la majorité des syndiqués à suivre les consignes serviles des manœuvriers de la direction confédérale. Elle ne les vomit pas encore, mais ils lui restent sur le cœur et les moins avertis sont gagnés par le scepticisme et la défiance.

Les aider à réagir, les éclairer sur leurs responsabilités dans la situation présente devient une tâche urgente et salutaire pour la désintoxication syndicale.

Au moment où la terreur militaire russe ensanglante à nouveau le territoire hongrois pour tenir sous sa botte un peuple au courage indomptable qui lutte désespérément pour secouer sa servitude, où les délégués des conseils ouvriers régulièrement élus sur les lieux du travail, sont traqués et persécutés par le gouvernement fantoche Kadar, la politique de l'autruche n'est plus de mise.

Rester plus longtemps indifférents serait trahir le devoir de solidarité ouvrière internationale constamment affirmé par la tradition syndicale.

De même que, respectant la tradition syndicale, nos organisations se sont dressées contre la « pacification » par les armes en Algérie et contre l'agression de Suez, les militants de la C.G.T. doivent signifier à leurs dirigeants que nos camarades hongrois attendent de nous autre chose qu'une neutralité complice.

N. FAUCIER,
Correcteur C.G.T.

(2) Ehni, dans « L'Imprimerie française », s'il « *condamne* les actes de vandalisme qui ont été commis contre les entreprises d'imprimerie » ne veut qu'exprimer des *regrets* pour « l'intervention militaire en Hongrie ». Les « Versaillais » de Budapest sauront s'en souvenir à l'occasion.

DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DE GRENOBLE

Déclin de la C.G.T. au profit de la F.E.N. autonome

Pour ceux qui sont quelque peu informés des questions syndicales du monde enseignant, on sait que la F.E.N. autonome (220.000 adhérents) est la seule fédération qui, en quittant la C.G.T. à la suite de la scission de novembre 1947, put maintenir son unité organique et permit aux enseignants qui le désiraient de prendre, en plus de la carte fédérale autonome, une carte supplémentaire à F.O. ou à la C.G.T.

Mais si, en 1947, tous les syndicats nationaux qui composaient la F.E.N.-C.G.T. constituèrent donc la F.E.N. autonome, seul, le Technique (branche apprentissage) et les Agents de service n'adoptèrent pas cette attitude.

Dominé par le parti communiste, l'Apprentissage resta à la C.G.T. ; une minorité rallia immédiatement F.O., se coupant de la corporation enseignante. Il en fut de même pour les agents de service ; une partie importante rallia la F.E.N. autonome, mais le parti communiste maintint le syndicat C.G.T. de cette catégorie.

L'Enseignement technique possède ainsi deux branches syndicales. L'une, le S.N.E.I. écoles et services, groupe les collèges techniques et les écoles nationales professionnelles et a tous ses agents à la F.E.N. autonome, qui est numériquement la section syndicale de l'Enseignement technique la plus forte de la **F.E.N. autonome.**

L'autre, l'apprentissage, est profondément divisée sur le plan syndical et groupe toutes les écoles d'apprentissage (plus de 900 établissements chargés de la formation technique et intellectuelle de la future classe ouvrière française).

En effet, quatre syndicats, dont un seul fait partie de la F.E.N. autonome, se partagent la moitié des 20.000 agents qui composent l'Apprentissage, où il y a près de 50 % de non-syndiqués.

C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et F.E.N. autonome se partagent donc ce poste-clé qu'est la formation professionnelle et humaine de la classe ouvrière.

Si l'on comprend difficilement parfois chez les autres enseignants les raisons de cette division, si on la déplore, si l'on sourit d'un air condescendant devant les luttes violentes et passionnées qui en sont l'enjeu, il est cependant plus facile de comprendre les raisons de l'existence de la C.G.T. dans l'Apprentissage, de la place forte qu'elle occupe et surtout d'expliquer le refus qu'elle opposa en 1947 pour ne pas rejoindre la F.E.N. autonome.

Le parti communiste, à travers elle, a contrôlé l'application des directives de la politique stalinienne dans l'Apprentissage, directives qui furent souvent nuisibles à l'intérêt du personnel (opposition à sa fonctionnarisation en 1947, car le parti communiste espérait attacher la formation au ministère du Travail).

S'il est facile aussi de comprendre l'existence et l'incrustation d'un syndicat C.F.T.C., très conservateur, plus près des jésuites que du courant « Reconstruction », on comprend par contre moins bien la rivalité et la rancœur forcenée à l'encontre du S.N.E.T. Apprentissage autonome.

Si ce n'est que l'on peut en trouver l'explication qu'à travers l'optique que laisse apparaître cet esprit nationaliste, chauvin et borné que manifesta maintes fois la Confédération F.O., chaque fois que se pose la création ou la concurrence d'un syndicat laïque. Les exemples d'opposition systématique de F.O. au sein de la C.I.S.L. chaque fois que celle-ci crée, sans l'autorisation F.O., des syndicats « non-staliniens » au Maroc ou accepte la demande d'adhésion à la C.I.S.L. de l'U.G.T.T. pour la Tunisie, ou crée l'U.G.T.A. en Algérie (ce qui valut à Irving Brown son exclusion d'Algérie par Lacoste...) en sont les preuves flagrantes.

Alors que moins de chauvinisme, plus d'intelligence politique permettrait de lutter efficacement, dans l'Apprentissage, contre le P.C.

Mais faut-il vouloir choisir les moyens nécessaires définir un syndicalisme dynamique et ne pas se contenter de mesures réformistes à la remorque d'une politique de partis ou élaborée le plus souvent à la « petite semaine ».

LA COLLUSION ADMINISTRATION-C.G.T.

L'Administration académique se nomme l'Inspection principale de l'E.T. ; c'est une doublure des services du Rectorat chargé plus spécialement de l'enseignement technique, mais s'occupant surtout de l'apprentissage, les collèges techniques et les E.N.P. ayant toujours refusé d'être mis sous cette tutelle.

Dans l'Académie de Grenoble, cette administration est contrôlée par les staliniens comme dans de nombreuses académies. Ce contrôle est effectif depuis les postes d'inspecteurs jusqu'aux secrétaires des divers services, sans oublier le secrétaire principal et le secrétaire départemental de l'Isère.

Le corps des inspecteurs, rattaché au S.N.E.T. écoles et services (donc avec « double appartenance » syndicale) donnait, tout récemment encore, 90 % de ses suffrages à la C.G.T. Alors qu'un seul inspecteur avait le courage d'avouer son appartenance au P.C.F.

Depuis 1955, grâce à l'action d'une inspectrice, l'orientation se déplaça vers l'autonomie, sans grand enthousiasme d'ailleurs.

Pour les syndicats « non-staliniens » de cette académie, cette inspection principale est une hydre à deux têtes où se trouvent assemblés l'administration et le parti communiste.

RENOUVELLEMENT DES C.A.P.

Dans l'académie de Grenoble, grâce à ce mariage **« Administration + P.C. »**, la C.G.T. a gardé jusqu'en 1956 une forte prépondérance auprès du personnel de l'apprentissage. Toutes les méthodes furent utilisées afin de maintenir l'hégémonie de la C.G.T. : chantage, inspections orientées, sans oublier les menaces, rodomontades et déclarations emphatiques avec les mensonges et le bourrage de crâne habituels dans le plus pur style stalinien.

A la suite de la consultation électorale de novembre 1956, déterminant le renouvellement des cinq principales commissions administratives paritaires, qui intéressent les directeurs, techniciens (P.T.A., chefs des travaux, enseignement théorique) et surveillants généraux, la situation des syndicats se répartit de la manière suivante dans l'Académie :

Avec un collège électoral de 394 électeurs inscrits, la C.G.T. n'a plus que 42,4 % des suffrages. Le S.N.E.T. autonome (F.E.N. autonome) obtient seul, sans alliance, 34.8 % des suffrages. La C.F.T.C. 15,2 % et la C.G.T.-F.O. seulement 7,6 %.

Sur le plan académique, 40 sièges étaient à pourvoir (20 sièges de titulaires, 20 sièges de suppléants). La C.G.T. et le S.N.E.T. Apprentissage autonome (F.E.N. autonome) présentèrent des listes syndicales indépendantes. La C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. des listes communes dans deux collèges. Une liste amicaliste fut montée contre la liste C.G.T. dans le collège des directeurs.

Les sièges sont déterminés suivant le principe des élections législatives (quotient et plus forte moyenne).

Le S.N.E.T. autonome obtient 18 sièges (8 titulaires et 10 suppléants), soit 45 % des sièges ; la C.G.T. 17 sièges (9 titulaires et 8 suppléants), soit 42,5 % des sièges ; l'alliance C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. donne 5 sièges (3 titulaires et 2 suppléants) à la C.F.T.C. et aucun siège à F.O., soit 12,5 % des sièges.

En 1952, sur 32 sièges à pourvoir, la C.G.T. obtenait 24 sièges, soit 75 % de ceux-ci ; le S.N.E.T. autonome (F.E.N. autonome) 6 sièges, soit 18,5 % ; la C.F.T.C. 2 sièges, soit 6,5 % ; la C.G.T.-F.O. aucun siège.

La F.E.N. autonome marque donc une nette avance et la C.G.T. un échec important. Mais il faut savoir quel fut le rôle de F.O. dans cette consultation et l'apprécier à sa juste valeur.

Préférant une alliance avec la C.F.T.C., F.O. permit à celle-ci d'assurer un siège dans le collège des P.E.G. au quotient (alors que précédemment la C.F.T.C. obtenait un siège au reste) *et permit à la C.G.T., au détriment de la F.E.N. autonome,* d'obtenir un deuxième siège au reste, par la plus

forte moyenne, dans ce même collège. Ce qui donne : F.E.N. : 1 siège ; C.G.T. : 2 ; C.F.T.C. : 1.

Pour le collège des techniciens (P.T.A. et C.A.), l'alliance F.O.-C.F.T.C. qui n'avait aucune chance (la liste étant incomplète, absence de chefs d'atelier) cristallisa des voix qui auraient permis d'obtenir un siège supplémentaire à la C.G.T.

Dans ce collège, la C.G.T. a obtenu 4 sièges, la F.E.N. autonome 2 sièges.

Pour le collège des techniciens (P.E.T.T.), la C.F.T.C. avait une liste unique sans alliance, les électeurs F.O. opérèrent un glissement en votant C.G.T., ce qui permit à celle-ci d'obtenir un siège inespéré au reste, siège qui revenait à la C.F.T.C. Ce qui donne, F.E.N. : 2 sièges ; C.F.T.C. : 1 ; C.G.T. 1.

CONCLUSION

Nous regrettons une fois de plus le manque de sens politique des dirigeants F.O. de l'académie et regrettons sincèrement leur **entêtement maladif, qui** permet à la C.G.T. d'obtenir 3 sièges supplémentaires de titulaires et 3 sièges de suppléants. Dans leur naïveté, ils ont, malgré eux, fait le jeu de la C.G.T.

A la suite des résultats nationaux qui donnent pour les 16 académies, sur 8.400 suffrages exprimés, 37,7 % à la C.G.T., 23,3 % à F.O., 20 % à la F.E.N. autonome et 18 % à la C.F.T.C., Galoni, secrétaire de la F.E.N.-F.O. et du S.N.E.T. Apprentissage F.O. propose à la C.F.T.C et à la F.EN. autonome (S.N.E.T. Apprentissage autonome) l'étude d'une forme d'association.

Ayant, sur le plan académique, œuvré depuis 1950 à la création d'une « forme d'association » *des syndicats laïques*, en faisant confiance à nos camarades F.O. de l'académie, nous ne pouvons qu'espérer que F.O. rejoigne la F.E.N. autonome et puisque la double appartenance n'existe plus, faire que le futur S.N.E.T. Apprentissage autonome reste un syndicat non stalinien.

Raymond JULLIEN,
Secrétaire régional
du S.N.E.T. Apprentissage autonome,
Académie de Grenoble.

N.-B. — Dans la prochaine « R.P. », nous vous entretiendrons des **méthodes scandaleuses** qu'utilise la C.G.T. Apprentissage quand elle est chargée de défendre le personnel devant les commissions paritaires **et surtout de l'attitude de l'administration** académique qu'est l'Inspection principale de Grenoble.

Parmi nos LETTRES

SUR LES BREBIS EGAREES

D'un ami, médecin de province, vieil abonné de la « R.P. », une lettre à R. Hagnauer :

Je ne voudrais tout de même pas faire maintenant certaines réserves sur ton article de la R.P. après l'avoir l'autre jour loué sans restriction. Pourtant l'ayant relu et en ayant apprécié encore plus que la première fois certains passages, je te ferai part de deux remarques au sujet d'autres passages.

*La première, c'est que (tel que les collaborateurs d'*Est-Ouest, *mais en insistant moins qu'eux) tu parais mettre dans le même sac les staliniens de Moscou et Kadar pêle-mêle avec Gomulka et Tito. Que ces deux derniers servent les idées qui sont les nôtres, certainement pas ; mais à mon avis, on ne peut ni l'un ni l'autre les ranger parmi les staliniens de stricte observance. Ils ne sont pas sans mérite, même Gomulka, qui compose avec Moscou, d'oser par moments tenir tête à une si formidable puissance que la Russie. Dans le mur du stalinisme, je vois des lézardes ; ne faisons rien pour les combler ; pesons au contraire de toutes nos forces à leur niveau, cherchant un plan possible de clivage.*

***Deuxième remarque (qui s'apparente un peu à la précédente), quelle attitude profitable prendre** devant la si tardive et parfois si timide réaction des Sartre, Rolland et consorts ? Tu as su parler d'eux, avec une modération que j'approuve. Devons-nous les traiter comme ils le méritent si bien et comme l'a fait l'auteur des courts articles intitulés « Au jour le jour » du* Monde *? Son article « Les cancres », aussi spirituel que féroce, ne t'aura pas échappé. L'autre position serait l'évangélique, s'inspirant de la parabole sur les ouvriers de la onzième heure et des paroles du Christ sur la brebis égarée, etc.*

En tout cas, si, comme les journaux l'annoncent, Sartre et sa Simone font prochainement un voyage à Varsovie, qu'on dit devoir être triomphal, peut-être vaudrait-il mieux dans l'intérêt des idées que nous servons renoncer provisoirement à dire sur ces pèlerins certaines vérités.

Je ne pense pas avoir confondu les ex-staliniens avec Tito et Gomulka. Ceux-ci, comme Nagy, ont d'ailleurs une tout autre envergure que les valets de Staline devenus ses fossoyeurs. J'ai tenté au contraire, à différentes reprises, de définir leur « communisme national ». Je m'en expliquerai encore prochainement.

D'autre part, que mon ami se rassure, je n'ai plus rien à dire sur Sartre et ses compagnons... rien à dire, sinon que la reprise des « Mains sales » serait aujourd'hui opportune. — R. H.

« EN HAUTE-COUR »

De *Sauvé*, de Périgueux :

Permettez à un abonné de vingt-cinq ans de vous exprimer son désaccord sur l'article de Louzon « En Haute-Cour ». Il est bon que l'on sache que tous les lecteurs de la R.P. ne pensent pas comme lui au sujet de l'action de Guy Mollet dont, selon moi, il faut dire le courage.

La bonne foi de Louzon n'est pas en cause et pour ce qui est du courage, il a lui aussi suffisamment prouvé qu'il n'a de leçon à recevoir de personne. Mais en le lisant je serais tenté de dire : qui veut trop prouver ne prouve rien. Au surplus, lui qui, très justement, ne s'embarrasse d'aucun conformisme et dont le mépris des autorités constituées est bien connu, fait preuve en la circonstance d'un surprenant légalisme à l'endroit de l'O.N.U.

Le malheur, c'est qu'au regard de l'O.N.U. il n'y a de légalisme qu'à sens unique. Et les totalitarismes le savent bien.

Je voudrais bien connaître le point de vue de Hagnauer sur la question.

Notre camarade E. Sauvé connaîtra ce que je pense en lisant mes « Propos ». Qu'il se rassure ! Louzon ne peut rien contre la majorité de l'Assemblée Nationale, Mollet et Pineau n'iront pas en Haute-Cour... Ils sont là pour défendre nos libertés... Et s'il en doute, Louzon pourrait aller rejoindre le professeur Mandouze. — R. H.

VALEUR DE LA GREVE GENERALE

De Ferdoussi, la lettre suivante adressée à Louzon :

Bravo pour ton article « En Haute-Cour » et « Assez d'ordres du jour ». Tout à fait d'accord. Les ploutocrates qui mènent le monde ne savent mobiliser la conscience universelle qu'en vue des cassepipes qui leur chantent.

Pour moi, qui ne crois plus aux vertus de la violence, je suis bien obligé de constater que la grève générale est la meilleure arme, surtout si elle est appuyée par la paysannerie, contre l'Etat Moloch puissamment armé c'est la seule arme pour les « prolos ».

Imaginez en France douze millions de salariés qui plaqueraient le **boulot** *et s'en iraient dans les campagnes aider aux travaux des champs, en accord avec les paysans. Aucun Etat du monde ne pourrait résister à cela. Hélas ! le temps des barricades est passé. La preuve en est faite et c'est vers la grève générale pensée et organisée que l'on doit se tourner.*

Quant aux rapports entre les différents mouvements ouvriers, il n'y a pas d'espoir de les améliorer tant qu'on ne révisera pas l'éthique qui doit présider à ces relations, tant que la plupart des dirigeants qui se veulent de la classe ouvrière pratiqueront la fausse morale bourgeoise et chrétienne, les peuples seront victimes du mensonge, de l'injustice, du cannibalisme, des gens dévorés par la volonté de puissance.

Bravo aussi pour Mercier, la guerre est en train de dévorer le syndicalisme.

Indépendance des salaires et des prix?

Dans la dernière « R.P. », et dans sa conférence à l'Union locale de Cannes, Louzon reprend une idée à laquelle il tient beaucoup — et qui est chère à l'orthodoxie marxiste (?) — celle de l'indépendance des prix et des salaires.

Une augmentation générale des salaires provoque-t-elle une hausse générale des prix ? C'est, nous le savons, la thèse non seulement des patrons, des gouvernants, de la plupart des économistes (même de ceux qui « servent » dans les syndicats ouvriers), mais aussi, il faut bien le dire, c'est la position de « bon sens » de beaucoup de ménagères ouvrières, position qui n'est pas sans traduire une certaine expérience qu'aucune théorie, si bien fondée qu'elle puisse paraître, ne parvient à détruire.

Louzon répond : une augmentation des salaires est sans effet sur les prix. Le prix est fixé sur le marché, indépendamment des salaires, par confrontation de l'offre et de la demande du produit considéré. Le plafond du prix de vente, ce n'est pas le vendeur qui le détermine à sa volonté — sans quoi, le prix n'aurait aucune limite supérieure, en aucune circonstance — mais c'est bel et bien l'acheteur, lequel s'arrête d'acheter dès que le plafond est atteint. La façon dont est réparti, en fin de compte, le prix de vente entre salaire et plus-value, n'a rien à voir dans le prix de vente lui-même. Pour parler comme Louzon : « ...le prix des produits industriels n'est pas fonction de la proportion selon laquelle leur valeur est répartie entre le patron et l'ouvrier ».

Je voudrais essayer de montrer ce que, à mon avis, cette thèse comporte de schématisme, pourquoi elle me paraît plus étroite encore que celle que Marx défendait dans la conférence à laquelle Louzon se réfère et qui, sous le titre « Salaire, prix et profit » est devenue un des classiques du marxisme.

Il ne suffit pas de savoir que le prix d'une marchandise, en général, se détermine par l'intersection d'une courbe d'offre et d'une courbe de demande. Il convient de se demander : de quelle marchandise s'agit-il ? (ou de quelle catégorie de marchandises ?); quelle est la situation du marché en question ? quelles sont, sur ce marché, les positions respectives de l'offreur et du demandeur ? lequel est dominant ? Ici, comme en beaucoup d'autres domaines, le seul point de vue « globaliste » est impuissant à décrire les phénomènes réels.

Avant de me colleter avec les arguments de Louzon, je voudrais déjà lui dire qu'il s'appuie sur ce qui se faisait de mieux, en matière d'économie politique, au début du XIXe siècle. La position des « classiques » — les maîtres de Marx et de Louzon, nos maîtres à tous — reposait sur l'hypothèse générale d'une « concurrence pure et parfaite », avec mobilité parfaite des facteurs de production, et surtout égalité parfaite des offreurs entre eux sur chaque marché considéré.

Peut-être cette hypothèse traduisait-elle assez bien la situation économique de l'époque, mais combien se trouve-t-elle dépassée par le capitalisme du milieu du XXe siècle, capitalisme « moléculaire » (et même « à grosses molécules »), capitalisme de monopoles et de quasi-monopoles ?

Cet « effet de domination », Louzon l'admet d'ailleurs implicitement pour le prix d'une marchandise particulière, celui de la force du travail, c'est-à-dire le salaire. C'est même, en fin de compte, ce qui nous mettra d'accord. Louzon tient à ce que les ouvriers s'assurent, en toutes circonstances, une position dominante sur le marché du travail, grâce à leur lutte de classe consciente et organisée. Mais il devra convenir qu'il leur est beaucoup plus difficile d'avoir une position dominante sur le marché des produits alimentaires ou sur celui du logement, par exemple.

J'ajoute que la conscience que les ouvriers peuvent avoir de leur infériorité sur ces marchés, de la possibilité qu'ont les capitalistes de « se rattraper » sur ces marchés, de la répercussion possible sur ces autres champs de bataille des succès remportés sur le marché du travail, j'ajoute que cette partie de « la conscience de leur malheur » ne saurait aboutir à les affaiblir, mais bien à les tenir en alerte sur d'autres points du front de classe et à leur faire découvrir les moyens de résister et de vaincre sur ces points-là aussi.

« Les salaires peuvent être augmentés sans que les prix augmentent », dit Louzon. Personne n'en disconviendra. Mais est-ce à dire que jamais une augmentation de salaires n'entraînera une augmentation de prix ? Non. Je le veux démontrer et montrer en passant que Marx n'a pas été, il s'en faut, aussi loin que Louzon. (Ceci n'a d'ailleurs qu'un intérêt documentaire et historique, car je ne pense pas que Louzon soit, plus que moi, prisonnier — pieds et poings liés, et cerveau ankylosé — de ce qu'a écrit Marx il y a cent ans.)

L'augmentation générale des salaires engendrera inévitablement un gonflement de la demande globale, sans que l'offre en soit modifiée pour autant. Comment ce phénomène n'entraînerait-il pas une hausse des prix ?

Louzon ne m'a pas attendu. Il écrit : « ...comme le pouvoir d'achat des acheteurs, dans l'ensemble n'est pas modifié par une hausse des salaires, la hausse de ceux-ci est sans influence directe sur les prix ». C'est l'expression **« dans l'ensemble »** qui est ici fondamentale, sans quoi la phrase ne se comprendrait pas : on ne comprendrait pas que la hausse des revenus des salariés n'accroisse pas leur pouvoir d'achat ! Et Louzon précise à la fin de sa conférence : « Ce qui va en plus aux salariés, va en moins aux bourgeois. » Mais c'est là que le point de vue « global » trahit à la fois le raisonnement et les faits. La chute de la demande due à la baisse du profit n'intéresse absolument pas les mêmes marchandises que la hausse de la demande due à l'augmentation des salaires. Celle-ci va se porter immédiatement sur le marché des produits de première nécessité dont l'offre est, en général, la moins élastique.

Je ne dis pas que Louzon néglige tout le temps ce détail (en réalité : ce point fondamental de notre discussion) ; je constate qu'il l'a négligé dans sa conférence. Marx, lui, ne l'a pas négligé dans la sienne. Il écrivait en 1865 :

« Il est parfaitement vrai que, prise en masse, la classe ouvrière dépense, et doit forcément dépenser, son revenu en articles de première nécessité. Une hausse générale du taux des salaires occasionnerait donc une augmentation de la demande, par conséquent une hausse du prix courant de ces articles. »

C'est donc très clair : l'augmentation des salaires provoque une hausse du prix des denrées de première nécessité. Comment Marx va-t-il s'en tirer, puisqu'il entend démontrer qu'**en fin de compte** les prix sont indépendants des salaires ? Suivons son raisonnement.

Sur le marché des autres produits (ceux qui ne subissent pas l'augmentation de la demande des salariés), il y aura baisse du taux de profit pour les offreurs de marchandises (pour plusieurs raisons dont certaines sont assez évidentes pour que je n'y insiste pas). Les capitaux, mal rémunérés dans ce secteur, vont donc émigrer dans celui des produits de première nécessité où le taux de profit n'a pas baissé. Cette migration de capital (et corrélativement de main-d'œuvre) engendrera bientôt un accroissement de l'offre (supprimant ce qu'on appelle aujourd'hui

« la pression inflationniste »), ramènera donc les prix à leur niveau initial, égalisera à nouveau les taux de profit. **Après une perturbation temporaire, au bout d'un certain temps,** tout sera rentré dans l'ordre : le niveau général des prix n'aura pas changé, celui des salaires aura monté, celui des profits aura baissé.

On voit tout de suite ce que ce raisonnement a de confortable pour l'esprit. Peut-être la réalité offre-t-elle moins de confort. Même en admettant que cette admirable fluidité dialectique se retrouve dans les choses, que le capital et le travail coulent ainsi, en rencontrant le minimum d'obstacles, d'un secteur à l'autre, en supposant donc qu'il n'y ait aucun phénomène de « viscosité », il reste que, de l'aveu même de Marx, il faudra **un certain temps** pour que les prix reprennent leur équilibre. Combien de temps ? Marx ne le dit pas et il ne peut pas le dire. Conclusion : pendant un temps non déterminé, les ouvriers dont les salaires ont été relevés paieront plus cher certaines marchandises, surtout les marchandises de première nécessité. La question du délai d'adaptation est fondamentale en la matière, encore que les économistes « classiques », en nous décrivant le jeu des « automatismes » équilibreurs, l'aient malheureusement négligée (et Marx est ici un « classique »). Bien des choses peuvent se passer pendant ce « délai » et qui empêchera personne de déclarer, à ce moment-là, que l'augmentation des salaires a fait augmenter les prix ? Suffira-t-il de l'inviter à la patience ?

Tout cela suppose, bien entendu, une production stationnaire, une offre qui, pour la marchandise considérée (ou le groupe de marchandises considéré) ne peut s'accroitre dans la même proportion où la demande s'est accrue (autrement dit, cela suppose que l'élasticité de l'offre est inférieure à 1). L'hypothèse de Marx lui-même — et qui vaut pour tout ce qui précède — est qu'il n'y a pas d'autre changement que celui du taux des salaires.

Nous reviendrons sur ce point, mais nous devons maintenant remarquer que nous avons fait la part bien belle au raisonnement de Marx. La structure actuelle du capitalisme ne permet plus d'admettre cette fluidité des facteurs, supposée implicitement par Marx, ces glissements sans heurts de capital et de main-d'œuvre d'un secteur à l'autre. Il y a des groupes, et des groupes de groupes, qui dominent chaque marché et qui sont armés pour y défendre des profits privilégiés ; et par là-dessus, il y a l'Etat qui, quand il a fini de se servir lui-même, peut « protéger » un groupe ou un autre. Les obstacles se sont vraiment multipliés. Supposons un instant — ce qui n'est pas absurde — qu'une hausse des salaires accroisse brusquement la demande sur le marché de la viande et provoque l'élévation du prix de cette denrée ; supposons aussi que — pour reprendre le raisonnement de Louzon — la baisse corrélative du pouvoir d'achat des bourgeois agisse sur le marché des automobiles. Louzon voit-il aujourd'hui cette migration du capital et du travail de la production des automobiles à la production de la viande ? L'Etat pourrait seul, peut-être, par des moyens fiscaux, ou par le jeu des importations, se charger du rééquilibre, et cela n'irait pas sans pleurs et sans grincements de dents ! Il nous faut encore ajouter que cette baisse corrélative du pouvoir d'achat des bourgeois est très problématique dans les conditions d'aujourd'hui. Du temps de Marx, salarié s'identifiait avec prolétaire. Il n'en est plus de même actuellement. Ce n'est pas à Louzon que je l'apprendrai puisqu'il a consacré ici même, il y a quelques années, un remarquable article au problème : « Salariés et salariés ». Si bien qu'il n'est pas sûr du tout que l'augmentation générale des salaires — avec la sacro-sainte hiérarchisation — n'entraine pas, alors que tout le monde est plus ou moins un salarié, un accroissement du pouvoir d'achat des patrons comme des ouvriers et une tension inflationniste sur l'ensemble des marchés.

***

Résumons-nous : l'augmentation des salaires peut provoquer une hausse des prix ; elle peut aussi n'en point provoquer. Il y aura hausse si l'accroissement de la demande se porte sur une marchandise dont l'offre est peu élastique (voire même d'élasticité nulle, en cas de pénurie). C'est précisément le cas, en général, des denrées alimentaires. Les prix ne subiront pas l'incidence si l'élasticité de l'offre est égale ou supérieure à 1. Il n'est d'ailleurs pas impossible à l'Etat de prévoir, avec une marge d'erreur tolérable, sur quel marché va se porter principalement la demande accrue, et de parer à la hausse des prix, s'il le veut, et si la résistance des groupes intéressés n'est pas, dans le moment, trop puissante pour lui. L'intervention de l'Etat peut ainsi suppléer aux « automatismes naturels » défaillants. Mais tout cela sera évidemment plus facile en période d'expansion où s'accroissent à la fois production et productivité, qu'en période de stagnation ou de crise.

Bien entendu, l'augmentation des salaires est loin d'être la seule cause de la hausse des prix. Il n'y a pas que « l'inflation salariale ». L'inflation gouvernementale, mise en évidence par Louzon, est la cause principale, les deux pouvant d'ailleurs se combiner.

Dans ces conditions, quelle doit être la stratégie de la classe ouvrière ? Doit-elle, comme on le lui recommande de partout, y compris dans certaines organisations syndicales, se garder d'une hausse « inconsidérée » des salaires ? Elle constitue, elle aussi, un groupe (ou un groupe de groupes) et elle doit agir sur le marché du travail où elle peut s'assurer, à certains moments, en certains points ou sur l'ensemble du marché, une position dominante. Folle, si elle n'en profitait pas. C'est sur ce champ de bataille-là et non sur ceux où elle est naturellement dominée qu'elle doit attaquer. Elle n'a en outre pas d'autres moyens de faire pression sur l'Etat qui est son patron pour une bonne part et qui est l'arbitre pour le reste.

« Que les prix montent, baissent ou demeurent stables, le salaire réel du travailleur ne s'élève que quand la classe ouvrière est résolue à le faire s'élever et à lutter pour y parvenir », écrit Louzon. Ce pourrait être ma conclusion. J'ajouterai seulement que la lucidité et l'analyse correcte des phénomènes économiques d'aujourd'hui n'affaibliront pas cette lutte, au contraire. Ensuite, rien n'empêche les ouvriers de se défendre par des moyens appropriés contre la hausse des prix, corrélative ou non de l'augmentation des salaires. Le meilleur est l'échelle mobile.

Les statistiques sur lesquelles s'appuie Louzon sont exactes et elles n'infirment en rien les considérations précédentes. C'est un fait, par exemple, qu'après la dernière guerre, les prix ont monté bien plus vite et bien plus haut que les salaires. Mais la classe ouvrière était désarmée. On se souvient comment les réactionnaires staliniens combattaient alors l'échelle mobile. Ils le faisaient avec les mêmes « arguments » que les capitalistes avaient toujours employés contre elle (il n'existe pas d'arguments de rechange). Ils étaient ainsi les adversaires des intérêts ouvriers. Ce n'était ni la première, ni la dernière fois. Ils ont fait mieux depuis, et de plus sinistre façon. Ce n'est pas encore fini.

C'est le gouvernement de droite de M. Pinay qui a fait voter l'échelle mobile (je veux dire : déclaré de droite). Je ne veux pas dire que si le salaire réel a certainement augmenté de 1952 à aujourd'hui (jusqu'aux invraisemblables « opérations » du gouvernement « socialiste »), nous le devons seulement à l'échelle mobile. Mais qu'elle ait joué son rôle de frein — et qu'elle le joue encore actuellement — cela me paraît indiscutable.

R. GUILLORÉ.

LETTRE DE SUEDE

LE CONGRÈS DE LA S. A. C.

La *Sveriges Arbetares Centralorganisation* est la petite confédération ouvrière suédoise qui se maintient aux côtés de la puissante L.O. de tendance socialiste, et qui poursuit ses activités d'orientation syndicaliste et libertaire. La S.A.C. a tenu son congrès du 9 au 15 septembre dernier, et la lecture des résolutions adoptées permet de comprendre quel est le rôle joué par cette confédération dans la vie sociale suédoise et quels sont ses objectifs.

On peut se demander *a priori* pourquoi une organisation comme la S.A.C. continue d'exister et de vouloir exister dans un pays où la démocratie politique et sociale fonctionne relativement bien, où la classe ouvrière bénéficie d'avantages considérables, et où la L.O. groupe l'immense majorité des travailleurs. Il y a, en Suède, un cas type de « travaillisme » qui provoque l'envie chez la plupart des militants ouvriers d'Europe occidentale ; et cependant, la S.A.C. n'a pas pour autant disparu, en dépit des pressions constantes de la centrale socialiste pour la liquider.

Or la S.A.C. semble correspondre à un besoin chez les travailleurs, chez les intellectuels, et dans le fonctionnement de l'opinion publique. Elle fait contrepoids aux tendances centralisatrices du socialisme et du syndicalisme officiels, engagés entièrement dans une politique d'étatisation et de bureaucratisation. Elle continue à rechercher, à expérimenter des solutions de type libertaire, c'est-à-dire exigeant la connaissance et la participation des intéressés aux problèmes sociaux que les palliatifs capitalistes ou technocratiques ne liquident pas fondamentalement. Elle représente, en bref, le maintien et l'exercice d'une pensée ouvrière.

Par son quotidien *Dagstidningen-Arbetaren*, la S.A.C. entretient l'inquiétude parmi la jeunesse et les intellectuels. C'est ainsi qu'un journaliste suédois travaillant au grand quotidien libéral *Dagens Nyheter*, nous déclara un jour : « Si je connais *Arbetaren ?* Mais c'est la conscience de la Suède ! Et nous paierions très cher les articles que ses collaborateurs lui donnent gratuitement ou presque. »

Enfin, il n'est guère de grande question d'actualité ou d'orientation générale qui soit débattue en Suède sans que la voix des syndicalistes libertaires ne se fasse entendre et ne soit écoutée. Que ce soit dans la question des autonomies municipales et provinciales, dans celle des relations internationales ou celle de la gestion des grandes entreprises d'intérêt national, la S.A.C., ses militants, son journal, défendent, offrent, propagent des issues à la fois pratiques, et dégagées des conformismes privés ou d'Etat.

Cette présence se manifeste parfois en des domaines imprévisibles. C'est ainsi qu'au moment de « l'affaire » de Suez, et alors que *D-T Arbetaren* menait campagne contre l'intervention franco-anglaise, l'opinion suédoise se montra favorable à l'envoi d'un détachement de volontaires pour imposer le contrôle des Nations Unies. Sur proposition du général en chef de l'armée, le major Ahnfelt fut désigné pour commander ce corps. La presse publia ce communiqué sans commentaires, mais *D-T Arbetaren* réagit aussitôt, rappelant que le dit Ahnfelt avait été connu comme élément nazi et propagandiste antisémite avant guerre. Le quotidien syndicaliste libertaire dénonçait le choix d'un homme semblable pour accomplir une mission « neutraliste » qui le mettrait en contact avec l'Egypte et avec Israël. Diverses publications se firent l'écho de la protestation et les représentants israéliens aux Etats-Unis s'adressèrent au secrétaire général de l'O.N.U., Hammarskjoeld, lui transmettant les données fournies par *D-T Arbetaren* et lui signifiant le refus d'Israël de reconnaître la qualité officielle d'Ahnfelt. L'O.N.U. déclara ne pouvoir intervenir dans une question qui relevait de l'autorité suédoise, mais l'affaire rebondit en Suède même et, après divers incidents, le major Ahnfelt présenta sa démission...

***

Voyons maintenant comment la S.A.C. peut manifester ses principes et ses méthodes dans un régime de démocratie et de relative prospérité économique. La résolution suivante, adoptée à l'unanimité, définit fort bien son comportement :

> « Après une discussion détaillée de la situation sociale présente, le Congrès constate que les idées du syndicalisme libertaire trouvent aujourd'hui un regain de compréhension mais que, par ailleurs, la situation de la S.A.C. se trouve fortement influencée par les changements sociaux et notamment par un niveau de vie plus élevé, une législation sociale très développée et un affaiblissement des contradictions de classe.
>
> » Ce changement de la situation sociale implique que l'activité de la S.A.C. comme organisation d'avant-garde dans la lutte pour l'amélioration des salaires est devenue plus difficile, mais que, par contre, la discussion des conceptions syndicalistes libertaires concernant le *fédéralisme social* passe au premier plan. Une des tâches les plus importantes de la S.A.C. consiste à surmonter les difficultés d'organisation du recrutement de nouveaux membres tout en développant l'intervention du mouvement sur le plan des conceptions sociales.
>
> » Pour faire de la S.A.C. le centre de ralliement de toutes les tendances socialistes libertaires de notre pays, le Congrès invite les organisations locales à intensifier leur activité et à s'efforcer de défendre et de conserver au maximum leurs membres. Le Congrès charge la Commission de Travail et le Comité central (les délégués régionaux) de définir les méthodes d'un travail d'organisation effectif et méthodique.
>
> » Pour juger des possibilités de la S.A.C. en tant que force motrice sur le terrain social et syndical et dans l'orientation des conceptions sociales, il est nécessaire d'examiner la situation du marché du travail caractérisé par l'inflation permanente. La S.A.C. ne peut pas, comme d'autres organisations, se contenter de tenir compte de la situation économique générale en renonçant à des augmentations de salaires qu'il serait possible d'obtenir, mais *doit rechercher les voies et moyens qui permettront aux travailleurs de s'approprier la part de production qui leur revient sans renforcer la tendance inflationniste.* La S.A.C. ne peut pas non plus faire sienne l'opinion selon laquelle le mouvement syndical n'a pas à se préoccuper de l'équilibre économique général, et que c'est à l'Etat seul d'intervenir opportunément pour assurer cet équilibre. Cela reviendrait à favoriser le renforcement de la tendance à l'accroissement du pouvoir de l'Etat, du centralisme et de la bureaucratie. Par sa décision en faveur d'une politique de salaires coordonnée, la centrale socialiste L.O. vient de se prononcer une fois de plus pour une politique centraliste qui conduit à la dictature totale de l'Etat sur le marché du travail.

» Dans cette dictature sociale et dans cette évolution générale vers le centralisme, la S.A.C. voit un danger très grave auquel le mouvement est décidé à s'opposer. *La mission principale de la S.A.C. consiste à créer une alternative fédéraliste à la politique d'Etat* pour défendre et défendre et développer la liberté dans la vie sociale. Dans ce but, la S.A.C. conseille d'effectuer des études pour la création d'un salaire « d'épargne » ou « d'investissement » et de développer une propagande favorable à semblables solutions.

» *La démocratisation effective de la grande industrie représente un des meilleurs moyens pour concilier et harmoniser l'économie et les intérêts de la communauté en général*, par un libre accord plutôt que par les décrets d'Etat. Pour cette activité à mener en faveur d'une démocratie industrielle, le Congrès pense que la S.A.C. doit rechercher des contacts avec des groupes et des courants appartenant à d'autres secteurs sociaux intéressés par la co-gestion des salariés et qui, de façon plus ou moins nette, sympathisent avec l'idée d'une démocratie économique. Il serait hautement désirable de créer un Forum où les problèmes de la démocratie industrielle, d'un intérêt commun pour l'ensemble du mouvement ouvrier, seraient débattus. Le Congrès charge la Commission de Travail et le Comité central d'étudier systématiquement les problèmes de la démocratie industrielle et de travailler en liaison avec l'ensemble de la S.A.C. pour remplir les tâches définies par la présente résolution. »

***

Sur le plan international, la S.A.C. est rattachée à l'Association Internationale des Travailleurs. L'A.I.T., reconstituée au lendemain de la première guerre mondiale et qui groupait alors des centrales nationales et influentes (C.N.T. espagnole, U.S.I. italienne, FORA d'Argentine, etc.), a connu une lente décadence, explicable par le triomphe du fascisme en divers pays, par la poussée bolchéviste, par le conformisme réformiste, mais aussi par le refus systématique de ses militants de s'adapter aux nouvelles conditions de la lutte sociale. Le coup de grâce lui a été asséné par la deuxième guerre mondiale et il ne demeure guère, à l'A.I.T., que la C.N.T. espagnole (clandestine outre-Pyrénées, organisée dans l'émigration) et la S.A.C. Les autres régions ne comportant plus, en fait que des noyaux de propagandistes, mais non des organisations à structure syndicale.

Aussi, la S.A.C. s'est-elle à plusieurs reprises efforcée de convaincre l'A.I.T. qu'elle avait à tenir compte des réalités sociales, de l'état véritable du mouvement ouvrier, et à choisir ses méthodes et ses objectifs en fonction des situations économiques nouvelles. Aidée en cela par les militants hollandais et par la fraction syndicaliste de la C.N.T. espagnole, la S.A.C. a voulu rompre avec le sectarisme et le verbalisme, pour rajeunir l'A.I.T. et la relancer dans le combat ouvrier. Elle n'y a pas réussi jusqu'à présent (le dernier congrès de l'A.I.T., tenu à Marseille cet été n'a fait que répéter les formules éternelles) et il ne semble pas qu'elle puisse y parvenir. Le rôle qu'elle pourrait jouer n'est cependant pas perdu pour autant : la S.A.C. représente une organisation ouvrière lucide et combative, capable d'aider à la coordination des forces syndicalistes éparses dans le monde, dont certaines mènent de dures luttes — en Amérique latine notamment — et d'autres se forgent lentement, au feu des expériences diverses, dans les pays coloniaux, sous les régimes de travail forcé, mais aussi dans les nations européennes où la classe ouvrière cherche toujours une route qui lui soit propre.

L. M.

LE MONDE ARABE ET SON « HITLER »

Dans le Socialist Leader, *organe de l'Independent Labour Party anglais, on est très violemment opposé à la politique d'Eden en Egypte, mais en n'en devient pas pour autant admirateur et défenseur de Nasser. Et dans le numéro du 13 octobre, Victor Lloyd relève, sous le titre :* « Vive Hitler ! », *une étonnante déclaration d'un journal musulman de Syrie, dont voici les termes :*

« L'ensemble du monde arabe s'était réjoui des sévères défaites subies par la France de la part des nazis et y avait vu une revanche contre les crimes impérialistes de la France, crimes qu'elle continue à commettre jusqu'à ce jour. »

C'est ce qu'a déclaré, sous le titre : « Nasser, l'Hitler du monde arabe », l'éditorial d'un récent numéro d' « Al Manar », organe des Frères musulmans en Syrie.

L'éditorial dit : « On devrait se rappeler qu'à la différence de l'Europe, Hitler occupe une place importante dans le cœur des Arabes et que son nom éveille en eux des sentiments de respect et d'admiration...

« La raison de ces sentiments ne provient pas de l'agressivité de Hitler et de ses ambitions, mais du fait qu'il mit en déroute nos ennemis traditionnels, les Anglais et les Français.

« Si c'est là notre attitude envers Hitler qui n'était pas un de nos frères de race, combien n'admirerons-nous pas et ne respecterons-nous pas un chef qui a surgi des rangs arabes, qui lance ses flèches contre les puissances occidentales, nos éternelles ennemies, et qui leur a infligé défaite sur défaite !

« Bénie soit la nation arabe qui a réussi à faire surgir de son sein un Hitler dont l'action a ébranlé le monde d'un bout à l'autre, et qui prouvé que les nations arabes ont droit à une place honorable dans la famille des nations. »

L'éditorial conclut :

« Les journalistes français et anglais se trompent s'ils croient blesser nos sentiments quand ils désignent Abdul Nasser comme le Hitler du monde arabe.

« C'est le contraire qui est vrai ; ce titre remplit notre cœur d'orgueil. Vive Hitler le Nazi, qui lança ses flèches dans le cœur de nos ennemis, et vive l'Hitler du monde arabe qui ouvrit à son peuple les portes de la gloire ! »

***

Un autre témoignage de l'admiration vouée à Hitler par le monde arabe nous est rapporté par Walter Kaufmann, *dans un reportage sur l'Egypte paru aux U.S.A. dans* The New Leader *du 15 octobre :*

« Nous voyageâmes en compagnie d'étudiants et de professeurs allemands pendant quelque temps, et la conversation devenait dans la plupart des cas routinière : « Qu'êtes-vous ? » « Allemands ». « Nous Egyptiens, aimons les Allemands » « Pourquoi ? » « Parce que vos ingénieurs et vos anciens officiers sont ici pour nous aider, et parce que vous haïssez les Anglais et les Juifs autant que nous ».

Fort embarrassés, les Allemands se rendaient compte que peu d'Egyptiens avaient entendu parler d'Adenauer ou des paiements allemands de réparations à Israël, et que, à côté de Nasser, nul n'est admiré en Egypte autant que Hitler. Rien sur le fait que l'Angleterre avait sauvé l'Egypte de la conquête nazie.

« Les Allemands se rendaient compte que la façon la plus rapide pour se faire des amis parmi les Egyptiens était d'affirmer qu'ils avaient combattu les Britanniques dans l'*Afrika Korps* de Rommel. Le fait que Hitler tenta de se tailler un empire colonial en Afrique est tout simplement ignoré. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Imp. « E. P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 31 OCTOBRE. — Les forces anglo-françaises vont intervenir dans la zone du **canal de Suez**. Les forces israéliennes nettoient la région du Sinaï.

— L'Assemblée nationale approuve le gouvernement par 368 voix contre 182.

JEUDI 1er NOVEMBRE. — Capitulation de **Gaza**, place égyptienne. Bombardement des aérodromes égyptiens par l'aviation franco-anglaise.

VENDREDI 2 NOVEMBRE. — L'Assemblée de **l'O.N.U.** par 64 voix contre 5 et 6 abstentions, se prononce pour le cessez le feu en Egypte.

— Rupture des relations diplomatiques de la **Jordanie** avec la France.

— Retour des forces russes en **Hongrie**.

— Le comité central du **Parti communiste français** attaque les communistes hongrois.

SAMEDI 3 NOVEMBRE. — Les troupes irakiennes entrent en **Jordanie**. Les colonnes israéliennes marchent vers **Suez**.

— Remaniement du cabinet Nagy en **Hongrie** avec participation socialiste.

— **Elections américaines.** Eisenhower a 8 millions de voix de majorité, mais le Congrès garde sa majorité démocrate.

DIMANCHE 4 NOVEMBRE. — Les blindés soviétiques pénètrent à **Budapest**. Appel désespéré du gouvernement Nagy. Le « Gauleiter » Kadar investi par les Russes.

LUNDI 5 NOVEMBRE. — Reddition de **Port Saïd** révoquée au bout de quelques heures.

— Nagy, président du Conseil **hongrois**, s'est réfugié à l'ambassade de Yougoslavie.

MARDI 6 NOVEMBRE. — Débarquement des troupes franco-britanniques à **Port-Saïd**.

— **L'U.R.S.S.** envoie une note comminatoire à la France, à l'Angleterre et à Israël, et propose une action commune aux Etats-Unis.

— Rencontre **Guy Mollet-Adenauer** à Paris.

— Des combats sporadiques continuent en **Hongrie**.

— Manifestations dans le monde entier contre le coup de force **de l'U.R.S.S.**

MERCREDI 7 NOVEMBRE. — Sur l'initiative **de F.O.** débrayage, meeting et manifestation contre l'agression soviétique en Hongrie. Bagarres violentes dans la nuit devant les immeubles du **Parti communiste** et de **l'Humanité**.

JEUDI 8 NOVEMBRE. — Grève de 24 heures des **journaux parisiens** par solidarité avec les ouvriers imprimeurs brutalisés à **l'Humanité**.

— Manifestation **communiste** autour de la place de la République.

VENDREDI 9 NOVEMBRE. — L'Angleterre et la France acceptent le cessez le feu en **Egypte. Israël** prend la même décision.

— En province et à l'étranger violentes manifestations contre **Moscou**.

SAMEDI 10 NOVEMBRE. — L'assemblée de **l'O.N.U.** demande le retrait immédiat des troupes soviétiques de Hongrie.

— **L'Egypte** accepte la présence de la police de l'O.N.U.

— Arrestation de **M. Mandouze**, professeur à la Faculté des lettres de Strasbourg, pour ses relations avec les chefs arabes.

DIMANCHE 11 NOVEMBRE. — Elections municipales en **Rhénanie-Palatinat :** victoire social-démocrate.

— Elections municipales et régionales **en Italie :** pertes communistes.

MARDI 13 NOVEMBRE. — L'assemblée générale de **l'O.N.U.** admet le Maroc, la Tunisie et le Soudan.

— A **Innsbruck (Autriche)**, élections municipales : le parti communiste perd la moitié de ses voix de mai 1956.

— Une grève lancée par la **C.G.T.** échoue presque totalement.

JEUDI 15 NOVEMBRE. — Arrivée **en Egypte** des premiers contingents de la police de l'O.N.U.

— En **Hongrie**, grève presque générale.

— Conversations polono-russes **à Moscou.**

VENDREDI 16 NOVEMBRE. — L'assemblée de **l'O.N.U.** inscrit la question d'Algérie à l'ordre du jour.

SAMEDI 17 NOVEMBRE. — **Moscou** propose une conférence à cinq sur le désarmement.

— Le congrès de la **Fédération des Finances C.G.T.** condamne l'intervention soviétique en Hongrie.

— **Aux Etats-Unis,** grève des dockers des ports de l'Atlantique.

DIMANCHE 18 NOVEMBRE. — Elections municipales en **Afrique noire.**

LUNDI 19 NOVEMBRE. — Protestation publique de militants socialistes contre l'expédition **d'Egypte.**

MARDI 20 NOVEMBRE. — **A Belgrade** arrestation de Djilas.

— Comité central du parti communiste **à Ivry.**

MERCREDI 21 NOVEMBRE. — Congrès de la **Fédération de l'Education Nationale** (autonome) dont l'imposante majorité condamne l'agression russe en Hongrie.

JEUDI 22 NOVEMBRE. — L'assemblée de **l'O.N.U.** vote par 55 voix contre 10 (bloc soviétique et Yougoslavie) et 14 abstentions (pays arabes plus l'Inde et la Finlande), une motion condamnant l'action soviétique en Hongrie — et par 57 voix contre 8 (bloc soviétique) et 14 abstentions (dont la Pologne et la Yougoslavie), une résolution demandant l'envoi d'observateurs en Hongrie.

VENDREDI 23 NOVEMBRE. — **Imre Nagy et les familles hongroises** réfugiés à l'ambassade de Yougoslavie sont enlevés par les Russes.

— **L'Assemblée nationale** ratifie le traité franco-libyen par **411** voix contre 120.

SAMEDI 24 NOVEMBRE. — Comité confédéral **de la C.G.T.**

MERCREDI 28 NOVEMBRE. — La **Jordanie** abroge son traité avec la **Grande-Bretagne**.

— Arrestations massives opérées par les Russes **en Hongrie.**

SAMEDI 30 NOVEMBRE. — Le **gouvernement américain** réagira contre toute menace à l'indépendance des pays du pacte de Bagdad.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE NOVEMBRE 1956

RECETTES		
Abonnements ordinaires	36.240	
Abonnements de soutien	4.000	
		40.240
Souscription		12.850
Vente « R.P. »		400
Vente « La Chine »		400
Vente « l'Actualité de la Charte d'Amiens ».		26.900
		80.790
En caisse à fin octobre		260.000
		340.790
DEPENSES		
Impression et papier (octobre)		82.400
Frais d'expédition		4.420
Edition de la brochure « Amiens »		95.900
Téléphone		4.070
		186.790
En caisse à fin novembre :		
Espèces	68.334	
Chèques postaux	85.666	
		154.000
		340.790

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

C. Di Luccio (Algérie) 2.000 ; Jean Galtier-Boissière (Paris) 2.000. — Total : 4.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

P. Cottet (Paris) 1.000 ; E. Dabin (Doubs) 200 ; J. Desachy (Oise) 200 ; J. Duperray (Loire) 200 ; Ali Ferdoussi (Gironde) 150 ; Laillier (Seine) 500 ; Louis Mercier (Paris) 5.000 ; Thersant (Seine-et-Oise) 500 ; G. T... (Saône-et-Loire) 5.000 ; J.-B. Wantiez (Congo belge) 100. — Total : 12.850 francs.